



العدالة الدولية

La Justice Internationale

العدد الرابع — تشرين الأول ٢٠٢١

مجلة الجمعية اللبنانية لفلسفة القانون

الهيئة الإدارية:

- ميشال غوديشو Michel Godicheau
- كريستيان أيشن Christian Eyschen
- دومينيك غوسو Dominique Goussot
- محمد المجذوب (1932-2016)
- راشد العلمي
- مخلص الجدة
- غازي العنزي
- جان لوك دوبرييز Jean-Luc Dupriez
- يوسف مرتضى
- علي الموسوي
- جورج سعد
- فوزي خميس
- جون قزي
- ليندا الحسيني
- جنان الخوري

المشاركون في هذا العدد::

- إكرام الشاعر
- بشارة صليباً
- جورج سعد
- كريستيان أيشن Christian Eyschen
- دومينيك غوسو Dominique Goussot
- ليندا التنوري
- إسحاق اندكيان Isaac Andakian
- ميشال غوديشو Michel Godicheau
- الشيخ علي كاظم سميسم
- جنان الخوري الفخري
- خالد الدروع
- مرام أبو درهمين

كتابات المجلة:

كتابات هادفة الى تحقيق طموحات اللبنانيين والعرب ليصبح لبنان وكل دولة عربية دولة قانون ومؤسسات قائمة على مفاهيم حقوق الإنسان والحرية والديمقراطية.

أما من حيث الشكل فمعايرنا ذاتها: انفتاح على أكبر عدد من الزملاء، مقالات بصورة عامة صغيرة الحجم (500 كلمة قدر المستطاع).

عنوان العدد المقبل:

أخلاقية، قانون، فلسفة

جورج سعد

مراجعة : جورج سعد

التصميم والإخراج الفني: آرتيستو- علي الحاج حسن

كلمة أولى

جورج سعد

أستاذ في الجامعة اللبنانية- رئيس الجمعية اللبنانية لفلسفة القانون



هذا العدد من مجلة الجمعية اللبنانية لفلسفة القانون هو العدد الرابع. العنوان:

العدالة الدولية

بعض الملاحظات:

الشكر أولاً للزملاء الذين اتصلوا بنا وأبدوا رغبتهم في نشر مقال في هذا العدد. هذا فخر لنا.

يتمحور العدد حول "العدالة الدولية" ولكن كعادتنا ثمة مجال لمقالات تقارب الموضوع دون أن تتعد عنه أميالاً..

بصورة عامة نترك المقال كما وردنا من صاحبه. نصح بعض الأخطاء لا سيما

الشكلية ولكن لا نمس العبارات ولا حتى التركيب القواعدي أحياناً..

نطلب دوماً الالتزام بحجم صغير للمقال (بين 500 و1000 كلمة). في كل مرة نخالف هذه القاعدة. رجاء للمستقبل الالتزام بمقالات صغيرة. مجلتنا تهدف الى نشر مقالات صغيرة الحجم، سهلة القراءة للعامة لا أبحاثاً جامعية.

قررنا أن تكون مجلتنا فصلية ولكن أحياناً، هنا أيضاً، نخالف القاعدة ومنتظر حتى اكتمال تلقي المقالات (لا يجب تجاوز الأربعة شهور في أي حال) حفاظاً على الاستمرارية.

عنوان العدد المقبل:

"أخلاقية، قانون، فلسفة".

Les crimes basés sur le genre devant la Cour pénale internationale

Ikram Chaer

Juge – Membre du tribunal de première instance de Beyrouth

Doctorante à l'Université Paris II Panthéon – Assas en cotutelle avec l'Université libanaise



Les crimes basés sur le genre¹ devant la Cour pénale internationale. Au cours de la guerre en Bosnie-Herzégovine, entre 20 et 50 mille femmes et filles ont subi des agressions sexuelles². Ces violences, rappelant les temps de barbarie que l'on croyait révolus, ont été utilisées pour le nettoyage ethnique en vue de «repeupler» la nouvelle Serbie. S'inscrivant dans le cadre de la stratégie de la guerre et étant au cœur du projet politique qui en constitue l'argument³, ces atrocités ont été réitérées durant le génocide des Tutsis au Rwanda. Entre 250 et 500 mille cas de viols ont été commis en 100 jours⁴ seulement.

N'étant malheureusement pas exhaustif, cet inventaire montre que le phénomène des violences sexuelles, notamment à l'égard des femmes, est une donnée centrale des grands conflits contemporains. Daesh a déjà publié le document du «prix de vente des butins» pour fixer le montant du prix des femmes réduites en esclavage et vendues par les djihadistes sur les marchés. Et pourtant, l'historiographie témoigne de l'absence de l'institutionnalisation

des crimes de genre en droit international pénal.

Inclusion ou intrusion du concept genre?

Longtemps ignorée, la lutte pour l'introduction des questions du genre dans le Statut de Rome, qui a créé la Cour pénale internationale (CPI), acquiert une dimension importante depuis l'avènement des tribunaux pénaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Rwanda (TPIR). C'est lors du procès Akayesu qu'un groupe d'avocates a réussi la sensibilisation aux crimes de genre, suite à laquelle le Procureur a décidé d'ajouter les charges de viols à l'acte d'accusation contre Akayesu, alors que les témoins, avaient, au préalable et en vain, raconté leurs douloureuses expériences. Par la suite, le jugement Akayesu⁵ a marqué le droit international pénal comme étant le premier à reconnaître les violences sexuelles en tant qu'actes constitutifs de génocide⁶ et à classer le viol parmi les actes de tortures⁷. Et pourtant, le concept genre est resté éclipsé puisque le crime sexuel n'était pas appréhendé comme un crime de genre, car ces Tribunaux



n'avaient affaire qu'à des victimes «neutres»⁸.

C'est par l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale que la communauté internationale a exprimé sa volonté de mettre un terme à l'impunité des auteurs de crimes basés sur le genre. Le concept irriguant désormais de nombreux crimes, le Statut qualifie de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité une large palette de crimes, jamais égalée dans l'histoire du droit international, prohibant explicitement le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, la stérilisation forcée et toute autre forme de violence sexuelle⁹. Fort délicate, la notion de «sexe» y fait apparition et y est définie¹⁰.

Se frayant le chemin entre les controverses et les hésitations, le concept genre finit par s'imposer. Une première critique, de caractère

utilitaire, ne voyait pas l'intérêt de cette introduction tant qu'il est possible d'incriminer les violences sexuelles même en dehors de toute référence au concept genre. Une autre, plutôt idéologique, a présenté les plus virulentes résistances contre une certaine catégorie de crime genrés, la grossesse forcée, puisqu'il n'est pas acceptable de considérer comme crime le fait de vouloir empêcher une femme d'avorter.¹¹ L'opposition revêtait aussi un caractère plus général, préoccupée par le fait que cette introduction ouvrirait la boîte de Pandore à la reconnaissance des droits liés à la non-discrimination à l'égard des personnes selon leur orientation sexuelle.

Et pourtant, ces inquiétudes étaient mal placées¹² puisque l'introduction du concept genre fut le fruit d'un compromis. La formule adaptée, remportant le consensus, n'était

pourtant pas exemptée des critiques. Le Statut énonce que le terme «genre» se réfère aux «deux sexes, mâle et femelle, dans le contexte de la société», en affirmant que «le terme genre ne peut être compris d'aucune autre façon que celui-ci»¹³, en semant ainsi la confusion entre «sexe» et «genre» et en mélangeant le biologique et le social.¹⁴

Si le Statut de Rome constitue une avancée dans la reconnaissance des crimes de genre, il reste que l'effet escompté de cette nouveauté s'avère parfois limité.

Succès et échecs

Malheureusement, le procès Lubanga¹⁵ a manqué sa chance d'être pionnier en la matière. La Cour d'appel a dissipé l'espoir éveillé par les preuves concrètes de l'utilisation systématique des violences sexuelles contre les jeunes filles et finit par renforcer le «fossé de l'impunité» des victimes de crimes de genre¹⁶.

Dans une autre espèce, la CPI n'a pas réussi sa mission. Dans les faits, Katanga¹⁷ a été acquitté par la Chambre de première instance de tous les crimes sexuels et basés sur le genre¹⁸, tout en le condamnant pour d'autres. La Procureure a interjeté appel, mais l'a malheureusement retiré par la suite, sur la base de l'«acceptation des conclusions» de son jugement par Katanga.

Encore une fois, la justice internationale a reçu un coup dur. Le 8 juin 2018, une majorité de la Chambre d'appel a infirmé le jugement de la Chambre de première instance contre Bemba, qui l'avait, pourtant, condamné à l'unanimité

pour le viol contre des femmes et des hommes en tant que crime de guerre et crime contre l'humanité. Ce renversement est intervenu du fait que la Cour a considéré que les conditions pour établir la responsabilité de l'accusé en tant que supérieur hiérarchique ne sont pas remplies.¹⁹

Même si les crimes de genre ne faisaient pas partie des charges contre Lubanga, et qu'ils n'ont pas été retenus contre Katanga en raison des modes de responsabilité, ils ne sont pas passés inaperçus. Ces procès ont provoqué une large sensibilisation aux questions liées aux crimes genres puisqu'ils ont permis aux femmes d'être entendues comme témoins et de s'exprimer devant une audience²⁰. De plus, les affaires ultérieures portaient leur empreinte.

Le 30 mars 2021, la Chambre d'appel de la CPI a, dans l'affaire de Ntaganda, confirmé la condamnation et la peine décidées par la Chambre de première instance à son encontre, pour, entre autres, le viol et l'esclavage sexuel²¹. Cette condamnation fut la première condamnation définitive de la CPI pour crimes basés sur le genre ainsi que la première dans laquelle un haut responsable militaire est accusé d'actes de viol et d'esclavage sexuel à l'encontre d'enfants soldats issus de sa propre milice.

Par la suite, l'affaire Ongwen²² a marqué un autre succès pour la justice internationale. Les charges de mariage forcé y ont, pour la première fois, été présentées en tant qu'actes inhumains constitutifs de crime contre l'humanité, alors que le Statut ne les inclut



pas²³. En outre, c'est la première fois que le crime de grossesse forcée²⁴ a fait l'objet de poursuites par une juridiction internationale.

Actuellement, l'affaire Al-Hassan²⁵ représente une étape avancée de la justice internationale. Les chefs d'accusation qui retiennent notre attention portent sur le crime contre l'humanité de persécution basée sur le genre, une accusation sans précédent devant la CPI au stade de la confirmation des charges. Le Bureau du Procureur a procédé à détailler les éléments de la persécution exercée contre des femmes et des jeunes filles au motif de leur genre leur imposait des restrictions motivées par des opinions discriminatoires au regard des rôles dévolus aux hommes et aux femmes par la société. Elles devaient se conformer à un code vestimentaire strict, ne pouvaient pas quitter leur domicile librement et certaines étaient interdites de travailler. Elles étaient également soumises au viol, à l'esclavage sexuel et à

d'autres actes inhumains dans le cadre de mariages forcés et de grossesses forcées.²⁶

Si ces évolutions sont à saluer, le chemin à faire reste long. Partant de la définition du genre à laquelle la Cour se réfère et qui est le résultat d'un compromis, outil privilégié du politique et non du juridique, le pouvoir de transformation nécessaire pour rendre une bonne justice s'avère réduit. Les efforts sont appelés à couvrir l'ensemble des civils persécutés au motif de leur genre pendant les conflits, notamment en matière de discrimination basée sur l'orientation et l'identité sexuelles.²⁷ De plus, un autre champ d'élargissement doit être exploré car les poursuites et la reconnaissance des violences sexuelles à l'encontre des hommes et des garçons constituent un défi difficile à relever devant la CPI, en raison de facteurs tels que leur stigmatisation au sein des communautés concernées et le manque persistant de signalements²⁸.



1. En Anglais, le Statut de Rome utilise la notion de «gender», soit «genre» en traduction littérale française. Si ce terme de «genre» apparaît désormais dans le vocabulaire français et sera utilisé dans le présent document, la version officielle française du Statut de Rome se réfère plutôt à la notion de «sexe».
2. E. Jean Wood, Rape is not inevitable in War, 5 Yale Journal of International Affairs, 2010, n° 161, pp.161-162
3. V. Grappe – Nahum, La haine ethnique et ses moyens : les viols systématiques, Confluences en Méditerranée, n° 17, Paris, Ed. l'Harmattan, 1996, p.40.
4. Degni- Segui, 1er rapport du 28 juin 1994, ONU A/49/508.S/1994/1157, Commission des Droits de L'Homme de l'ONU, E/CN.4/1995/7.
5. TPIR, Le Procureur c. Jean Paul Akayesu, ICTR -96-4-T, Jugement, 2/9/1998
6. La position du Tribunal a été plus réservée dans l'affaire Furundzija puisqu'il a déclaré que le viol peut faire l'objet de poursuite en tant qu'un instrument pour commettre le génocide.
7. Les actes entrant dans le champ des autres actes inhumains visés à l'article 3 (i) du Statut (Jugement Akayesu, para.688)

8. Ces tribunaux ont introduit dans leurs statuts le viol comme un crime sous-jacent en relation avec un contexte spécifique, soit comme un crime de guerre : Statut du TPIR, Art.4 (e), le statut y ajoute «la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur», ou un crime contre l'humanité Statut du TPIY, Art. 5 (g) ; Statut du TPIR, Art.3 (g).
9. Statut de Rome, Art.7 (g).
10. Statut de Rome, Art.7 (3).
11. Pour plus de détails v. : J. Freedman, Genre, justice et droit pénal international, Cahiers du Genre, l'Harmattan, 2014/2, n° 57, pp.39-54.
12. Oosterveld Valerie, The Definition of "Gender" in the Rome Statute of the International Criminal Court: A Step Forward or Back for International Criminal Justice? Harvard Human Rights Journal, vol. 18, 2005. Elle finit par s'appuyer sur le fait que le sexe relève du naturel et non du construit et que le genre doit être conçu à partir de cette approche biologique.
13. Statut de Rome, Art. 7 (3).
14. Charlesworth Hilary, Feminist Methods in International Law, American Journal of International Law, vol. 93, 1999. De plus, le 5 juin 2014 fut publié le Document de politique générale relatif aux crimes sexuels et à caractère sexiste du Bureau du Procureur en maintenant cette confusion et en définissant les crimes de genre comme ceux commis à l'encontre d'une personne «en raison de son appartenance à l'un ou l'autre sexe et/ou du rôle qui lui est dévolu par la société» (Para. 15)
15. ICC, Prosecutor v. Thomas Lubanga, ICC -01/04-01/06-2842. Lubanga était l'un des chefs de milice de la République Démocratique du Congo
16. Chappell Louise, The Role of the ICC in Transitional Gender Justice: Capacity and Limitations, in Buckley-Zistel Suzanne, Stanley Ruth (eds), Gender in Transitional Justice. Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011. Cette position a été critiquée par la juge Odio Benito dans son opinion dissidente : ICC -01/04-01/06-2842, Separate and Dissenting Opinion of Judge Odio Benito, para.21
17. Katanga a été le commandant présumé de la Force de résistance patriotique en Ituri.
18. CPI, Le Procureur c. Katanga, ICC-01/04-01/07-3436-tENG, 7 mars 2014, paras. 1663-1664 et pp. 658-660. Les crimes de genre ont été prouvés à l'égard des combattants de sa milice mais les éléments de preuves ne suffisaient pas à démontrer que ces crimes faisaient partie du dessein commun partagé par le groupe, et de ce fait, ne permettaient pas d'établir la responsabilité de Katanga en tant que chef hiérarchique.
19. CPI, Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo, ICC-01/05-01/08-3636-Red, 8 juin 2018, para. 194 - 196.
20. V. Critique sur l'expérience de témoignage en matière de violence sexuelle et ses effets traumatiques ou cathartiques sur les victimes : Katherine M Franke, «Gender Subjects of Transitional Justice», Columbia Journal of Gender and Law, 2006, vol. 15, n° 3
21. CPI, Le Procureur c. Bosco Ntaganda, ICC-01/04-02/06-2666-Red, 30 mars 2021 ; CPI, Le Procureur c. Bosco Ntaganda, ICC-01/04-02/06-2667-Red, 30 mars 2021.
22. CPI, Le Procureur c. Dominic Ongwen, Sentence, ICC-02/04-01/15-1819-Red, 6 mai 2021.



23. Statut de Rome, Art. 7- I (k) définit les «Autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale»
24. Statut de Rome, Art. 7 – I (g).
25. Membre présumé du groupe armé Ansar Eddine et commissaire de facto de la Police islamique d'une région à Timbuktu à Mali
26. La Chambre préliminaire I a confirmé ces charges le 30 septembre 2019 : CPI, Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud, ICC-01/12-01/18-461-Conf, 13 novembre 2019.
27. V. Human Rights & Gender Justice Clinic (HRGJ) de CUNY School of Law, Madre et l'Organization of Women's Freedom in Iraq (OWFI), Communication to ICC Prosecutor Pursuant to Article 15 of the Rome Statute Requesting a Preliminary Examination into the Situation of: Gender-Based Persecution and Torture as Crimes Against Humanity by the Islamic State of Iraq and the Levant in Iraq, 8 nov.2017.
28. En condamnant Ntaganda pour crime de guerre et crime contre l'humanité de viol à l'encontre de civils, la Chambre de première instance a accepté des éléments établissant la preuve d'actes à l'encontre à la fois d'hommes et de femmes. V.supra.



القانون الدولي، العدالة الدولية، وازدواجية المعايير

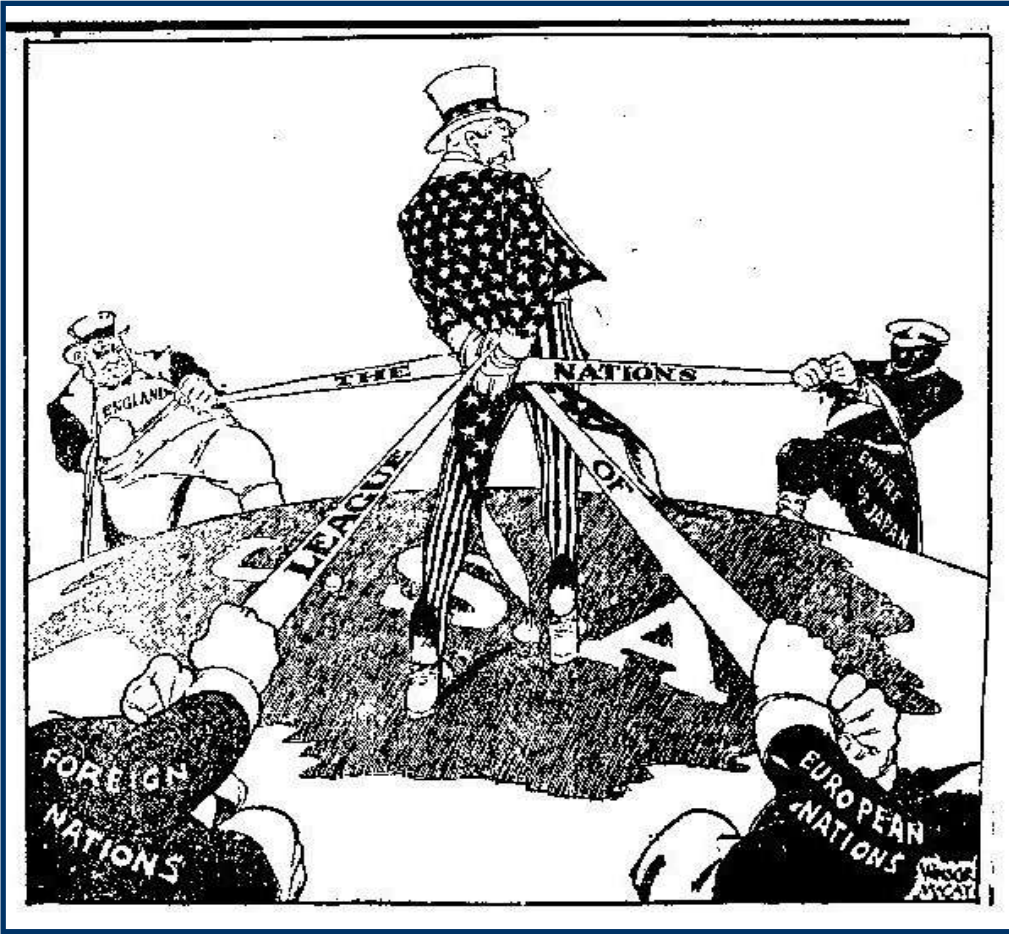
الدكتور بشارة صليبا



لم تكن قد تأسست بعد عصبة الأمم سنة 1919 ومن بعدها منظمة الأمم المتحدة سنة 1945 وهي التي قامت بالأساس كحاجة موضوعية تاريخية لصيانة ورعاية وتنظيم العلاقات والتفاهات الدولية والأشرف عليها، علاقات نشأت بين دول ناجزة وغيرها حديثة التشكل، حينما تمت صفقة بيع الألسكا الروسية وقتئذ من قبل قيصر روسيا الى الولايات المتحدة سنة 1867. وهذه الصفقة تم بموجبها مجموعة ترتيبات أفضت عمليا الى بيع البشر والأرض معا (الألسكا) بمعايير القوانين والمصالح التي كانت سائدة في القرن التاسع عشر، وعليه اعتبرت هذه الصفقة قانونية وسيادية لجهة الطرف الروسي، مع العلم أنه لم يطلب أحد من كلا الطرفين على الأقل القيام بأستفتاء الشعب الروسي عامة ولا ساكني الألسكا بغض النظر عن تعدادهم حينها، حول حقهم في تقرير مصيرهم أو ألقاقهم من عدمه ولأي دولة .

مؤلم هو فعل الضم والفصل والألقاق... بحق الشعوب والمجموعات الأثنية والقومية ... دون الرجوع الى أصحاب الحق أنفسهم فيه، والأمثلة لا تحصى ولا تعد في مسار تاريخ الأمم والشعوب . أما وقد خطت العلوم الأنسانية في تطويرالقانون الدولي حدا واتخذت بنتيجته مع بداية القرن العشرين صفة مؤسساتية (الأمم المنحددة، مجلس الأمن، محكمة العدل الدولية... وغيرها) بهدف أن يكون لهذه المؤسسات الدولية صفة وسلطة الأجماع والألزام الدوليين ولتشكل قراراتها قيمة قانونية تتخطى احيانا فعل وسيادة القوانين المحلية الوطنية لا بل تعلق عليها ان في مجال النزاعات الحدودية، أو الأتفاقات المنظمة لتقاسم المياه ... الى حق تقرير المصير وضم وتقسيم أي جغرافيا سياسية...

في التعريف حول حق تقرير المصير من حيث هو حق قانوني دولي، فهو يشكل احد أهم مبادئ حقوق الانسان، وأذا كان القرار الدولي رقم 1514 سنة 1960 يعتبر المرجع الأساس في تفسير وتحديد حق تقرير المصير، فالقرار 2625 سنة 1970 والذي اتخذ بالاجماع حينها، يقول



المصالح وتمدد النفوذ خاصة للدول الأكثر تقدماً علمياً وتكنولوجياً ومادياً حتى ولو كان ذلك على حساب النصوص للقوانين أو التفاهات الأكثر وضوحاً، لينجم عن ذلك بدوره اصطفاقات وتكتلات تعيق أو تدفع المنظمات الدولية إلى شلل في أدائها وعجز عن المهمة الأساس التي من أجلها نشأت، خاصة في مجال التقدم والحفاظ على ما من شأنه تعزيز السلم والأمن الدوليين، ولا يخفى على المراقب والباحث الموضوعي أو العامل في مجال العلاقات الدولية إلا أن يلاحظ أن

في فقرته رقم 2 ان حق تقرير المصير يجب ان يجري "دون تدخل خارجي" وهو يتضمن الحق في تقرير الوضع النهائي السياسي لهذه الدولة، ويضيف القرار "ومتابعة تنميتها" (للدولة) على المستوى الاقتصادي والاجتماعي والثقافي، وهي صفة شرطية متلازمة لمبدأ حق تقرير المصير.

يطبع تعامل الدول مع القوانين المنظمة للعلاقات فيما بينها مجموعة من التفسيرات المتناقضة التي تعكس بدورها حجم لعبة

هناك تكتلا دوليا غربيا غالبا ما يكون ولو بشكل متفاوت هو الناكل والضارب عرض الحائط بالاتفاقيات والمعاهدات وليس غربيا أن نلاحظ أن أغلب الناكلين والاستنسابيين والمعطلين هم من محور الدول الاستعمارية

سابقا زائد الولايات المتحدة الأميركية، وقد تعزز هذا السلوك العدواني تحديدا بعد انهيار الأتحاد السوفييتي، ما أشعر أميركا انها المنتصر الأكبر، وقد اختلت لوحدها لاعبا وحيدا لعقد من الزمن (1990-2000)

اباحت لنفسها التدخل في مروحة من الحروب التدميرية تحت حجج واهية، ومن خارج الاجماع الدولي وقامت بخروقات فاضحة بأنتهاك سيادة دول مستقلة، هددت وعاقبت دون جدوى أمن الطاقة والأستقرار

الأقتصادي لدولة محورية ذات سيادة وتبحث عن استمرار التنمية والرخاء لشعبها (المانيا) "لسبب استجرار الغاز من روسيا"، ونصبت نفسها مدافعا عن حق تقرير مصير الروس في شبه جزيرة القرم ومنعهم من قرار عودتهم

الى حضن وطنهم الأم (روسيا) على الرغم من استفتاء شارك فيه ما يقرب على 90 بالمئة من قاطني شبه الجزيرة (70% روس) وصوت أكثر من 85% منهم لصالح هذه العودة، معطلة ومستخفة بكل ما انجز

وتحقق من بنيان للمؤسسات الدولية

وقوانينها وبخاصة حق تقرير المصير وهو مما لا شك فيه يمثل الانجاز والأرث المعرفي القانوني والحقوقي وثمره مجهودات كل الدول المنضوية تحت الصرح الدولي الأهم وهو منظمة الأمم المتحدة.

بعد انسحاب من المشهد الدولي عادت روسيا الاتحادية وتحديدا منذ سنة 2000 الى لعب دور نشط ومحوري فعال بمواجهة الدور السلبي للمحور الأنغلو ساكسوني، ويتلخص جوهر العمل

للدبلوماسية الروسية على اعادة التأكيد على تفعيل واحترام القوانين والاتفاقيات والمعاهدات الدولية وهذا ما يفسر طبيعة الصراع المتجدد والميرير ان في مجلس الامن الدولي، عبر الكم الهائل لل

"فيتويات" المتبادلة أو من خلال التنافس على التروضات الجيوسياسية ونشر للقواعد العسكرية والحرب السيبيريانية وغيرها... وهذا ما لم يعد الأميركيون يخفونه من قلق بعودة المنافسة مع قوة

عظمى حسبوها للحظة مخطئين قد انتهت، وهي على العكس، فهي للكثير من الدول ضرورة موضوعية تحمي سيادتهم من خلال هذا التوازن الأستراتيجي الذي تلعبه بمواجهة جنون

العظمة المحطم !



العدالة الدولية مشروع يزرع الآمال ولكن دونه نواقص

جورج سعد

أستاذ في الجامعة اللبنانية- رئيس الجمعية اللبنانية لفلسفة القانون

المحاكم الدولية

الأمم المتحدة.

بالمختصر في العدد السابق كنت وضعت مقالاً صغيراً عن العدالة الدولية. نستعيد ملخصه ونتوسع ببعض المفاهيم والمعلومات. في أعقاب الصراعات الكبرى التي شهدتها القرن العشرون أنشأ ميثاق الأمم المتحدة محكمة العدل الدولية للمساهمة في التسوية السلمية للنزاعات القانونية بين الدول. ثم أنشأت محاكم جنائية دولية خاصة في إطار الأمم المتحدة لضمان عدم إفلات مرتكبي الجرائم الجماعية في يوغوسلافيا السابقة ورواندا من العقاب. بعد ذلك تتالى تأسيس المحاكم الدولية. تأسست المحكمة الجنائية الدولية في عام 2002 في لاهاي (تصديق 122 دولة). الجهاز القضائي الأساسي للأمم المتحدة هي محكمة العدل الدولية التي تأسست في حزيران 1945 بموجب ميثاق الأمم المتحدة. لهذه المحكمة وظيفتان: تسوية النزاعات القانونية بين الدول (وظيفة التقاضي)، وتقديم الاستشارات بشأن المسائل القانونية التي تقدمها إليها أجهزة

لا يمكن لمحكمة العدل الدولية سماع النزاع إلا إذا وافقت الدول المعنية عليه. يمكن التعبير عن هذه الموافقة بطرق مختلفة: من خلال اتفاق أو من خلال معاهدة أو اتفاقية تنص مسبقاً على اختصاص المحكمة في النزاعات أو من خلال الأثر المتبادل للإعلانات الصادرة عن الدول المعنية. وفيما يخص المحاكم الخاصة نقدم مثلاً من عندنا وهو إنشاء الأمم المتحدة للمحكمة الخاصة بلبنان العام 2007 في لاهاي لمحكمة المسؤولين عن هجوم 14 شباط 2005 والذي أسفر عن مقتل رئيس الوزراء اللبناني السابق رفيق الحريري وجرائم أخرى ذات صلة. في العام 2012 أنشأت محكمة خاصة في السنغال لمحكمة الرئيس التشادي السابق حسين حبري وفي عام 2015 تم إنشاء المحكمة الجنائية الخاصة في جمهورية إفريقيا الوسطى للتحقيق في الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان والقانون الإنساني الدولي.. كما أنشأت



الأمم المتحدة في لاهاي المحكمة الخاصة لسيراليون من أجل تقديم المسؤولين عن الجرائم ضد الإنسانية أو جرائم الحرب أو الانتهاكات الجسيمة الأخرى للقانون الدولي إلى العدالة.

الولاية العالمية

la compétence universelle

شخص رواندي يحاكم بتهمة الإبادة الجماعية في باريس أو مونتريال، وأفغاني يدان في المملكة المتحدة بارتكاب جرائم حرب، ودكتاتور تشادي يحاكم في السنغال بتهمة التعذيب.. الفكرة جديدة ورائعة إذ عادة يجب قيام رابط قانوني (جنسية المجرم، جنسية الضحية، المكان حيث ارتكاب الجريمة..). مع الولاية القضائية العالمية والتي يمكن أن تمنح صلاحية المحاكمة لأي محكمة وطنية في العالم أصبح بالإمكان الاقتصار من أي مجرم في أي منطقة في العالم. وهذا ما جعل الناس المظلومين بتنفسون الصعداء: لن يفلت الدكتاتور الذي قمع شعبه وجوعه ونكّل به من العقاب أينما هرب وفي أي زمن كان. كم كبيرة فرحة اللبناني إذا عرف أن المجرمين اللبنانيين الذين ترقى جرائمهم في تجويع الشعب اللبناني جراء فسادهم إلى جرائم ضد الإنسانية (بعد أن يتم

توصيف ذلك قانونياً) سوف ينالون عقابهم لو هربوا إلى أي بقعة في العالم. المبدأ هو أن الدولة التي يسرح ويمرح المجرم على أراضيها عليها إما أن تحاكم إما أن تعمد إلى ترحيله (استرداد) إلى بلده حيث ارتكب الجرائم. وأكد أقول أن محاكمته في الخارج هي أفضل من محاكمته في بلده بسبب سياسة التمييز السائدة في بعض البلدان (لبنان أنموذج مثالي).

ولكن حتى الآن الولاية القضائية العالمية دونها عوائق تكبح عملها جاعلة منها إلى هذا الحد أو ذاك فكرة أكثر منه واقعاً. لنأخذ فرنسا على سبيل المثال: الولاية القضائية قائمة في المواد 689-13 من قانون أصول المحاكمات الجزائية ولكن لتطبيق هذه الولاية ثمة شروط تعجيزية لا يتسع المجال لشرحها هنا، منها على سبيل المثال الأولوية الممنوحة للمحكمة الجنائية الدولية. لذا المدافعون عن حقوق الإنسان يطالبون بتعديل القانون وإلغاء هذه الشروط.

أياماً يكن من أمر فكرة الولاية القضائية العالمية فكرة جيدة ينبغي تمتين قواعدها القانونية كي تغدو فعلية. ومن المؤكد أن التطور باتجاه تعزيزها مرتبط بالعلاقة الجدلية بين عناصر التغيير والتحرر في العالم وعناصر الجمود والقمع.



Cour
Pénale
Internationale
International
Criminal
Court

Face à l'intolérance et à la violence.

Savoir, Comprendre, Agir.

Christian Eyschen

Secrétaire général de la Fédération Nationale de la Libre Pensée (France)

Pour trouver ces réponses, il faut savoir voyager. C'est-à-dire réaliser ce que disait Marcel Proust dans *A la recherche du temps perdu* : «le véritable voyage n'est pas d'aller vers d'autres lieux, mais de regarder avec d'autres yeux».

Il ne faut jamais être dupe de ceux qui se réclament de la liberté d'expression en France un dimanche, mais qui la refusent obstinément à leur peuple dans leur pays et sur le reste de la planète pour tous les autres jours.

Jamais l'honnête homme ne dira «salaud de musulmans» comme d'autres disaient hier «salauds de pauvres». Devant la misère du monde et de tous ceux qui fuient cette misère pour simplement survivre à défaut de pouvoir vivre, avec sa Truelle à la main, il bâtira des refuges, des maisons, des fontaines et des greniers pour donner à boire à celui qui a soif et à manger à celui qui a faim.

Il tendra toujours la main et ne lèvera jamais le poing contre celui qui se révolte contre un ordre injuste. Il comprendra qu'il peut y avoir des révoltes et des actes violents, parce que ceux qui décident au nom des peuples ne sèment que guerres et massacres. Et que la violence engendre toujours la violence. La violence répond toujours à la violence,

mais la violence des opprimés n'est pas de même nature que celle des oppresseurs. Elle est une réponse que nous pouvons contester, mais elle est l'effet et non la cause.

Quand, de Gaza à Bangui, l'espoir est tué un peu plus chaque jour. Quand il ne reste plus, dans cette impasse qu'est devenue la vie pour beaucoup, que «tuer ou être tué», alors l'Homme conscient s'armera de son empathie, de sa compassion, de sa Foi en l'Homme, qui est une solidarité envers tous, pour panser les plaies et apporter secours à son prochain. Son prochain n'est jamais rien d'autre qu'un autre lui-même.

Il se souviendra alors que «tuer ou être tué» était la forme que prenait la Première Guerre mondiale au début de la boucherie meurtrière. Mais que l'amour de l'Humanité s'est imposé souvent et a substitué à la devise assassine une autre devise d'amour : «Vivre et laisser vivre». Et de fraternisation en mutinerie, de révolte en refus de la barbarie, malgré les 639 Fusillés pour l'exemple tués PAR la France, l'Humanité a su trouver son chemin même dans la boue et le sang des tranchées.

Il ne faut jamais désespérer de l'Humanité. Il refusera qu'on mette encore et toujours plus de chaînes aux pieds des êtres humains, même si on les appelle liberté, sécurité, ordre.



Le monde ne souffre pas de trop de libertés, il souffre surtout parce que la liberté est encore un bien qui manque à tant d'hommes et de femmes.

Il n'y aura jamais assez de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. Ceux qui prétendent le contraire et qui ne voient dans l'autre, l'Étranger comme l'écrivait Albert Camus, que danger et menace de violence sont bien à plaindre. Ils sont des handicapés de l'amour, il leur manque une part d'humanité. Nous sommes tous des réprouvés ou nous pourrions le devenir un jour si la roue de la vie tournait à l'envers.

Il doit choisir sa destinée qu'il dressera contre le destin que d'autres voudraient lui imposer. Notre Frère en Humanité Hugo Pratt a montré que son héros Corto Maltesse, insatisfait de sa ligne de chance, s'en est taillé une autre avec son poignard.

Il est l'instrument et l'outil qui fait de nous des modernes Prométhée. C'est nous qui devons décider de notre vie : être un dieu ou être un loup pour les autres. Prométhée a dérobé le feu aux dieux pour le donner aux hommes. A nous de leur apprendre à s'en servir pour qu'ils deviennent des dieux à leur tour. Notre rôle est de transmettre ce que l'on nous a transmis et que nous avons enrichi par notre travail et notre réflexion. Nous sommes les agriculteurs de la Fraternité.

A ce stade de la réflexion, comment de ne pas partager ce que disait le grand Jean Jaurès dans son Discours à la jeunesse, toujours imité, mais jamais égalé : «Le courage, c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille ; c'est d'aller à

l'idéal et de comprendre le réel ; c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense. Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques.»

Des mensonges triomphants, des applaudissements imbéciles et des huées fanatiques, il n'en a pas manqué ces derniers temps. La coupe en a même débordée. L'Homme conscient doit savoir raison garder.

J'ai pleinement conscience que mes propos peuvent et feront débat. Chacun aura compris que, contrairement à une mise en garde célèbre dans les films : toute ressemblance avec des situations réelles ne saurait être fortuite. Elle est voulue, bien voulue, volontaire et assumée.

Essayons d'aller au-delà du réel immédiat et de son apparence et passons de l'autre côté du miroir. Pour poursuivre notre réflexion, prenons le cas du procès d'Adolf Eichmann. Ce procès a posé des questions essentielles. Il faut saluer avec force et vigueur le rôle des intellectuels juifs qui ont alors honoré la conscience humaine et la Philosophie, la sagesse des Hommes.

Adolf Eichmann était Hauptsturmführer dans la S.S. Il était l'un des principaux organisateurs de la solution finale. Il s'était fait la main, si l'on peut dire, sur les juifs autrichiens qu'il avait fait expulser en les dépouillant de tous leurs

POUR QUE VIVE LA
LIBERTÉ D'EXPRESSION



biens. Cela sera d'ailleurs une constante chez lui, combiner les massacres et tenter de tirer profit de cette situation pour son bénéfice.

Personnage médiocre, bureaucrate de la mort, Anna Arendt le dépeindra comme fonctionnaire du crime de bureau et de banalité du mal. Elle voulait signifier alors que le criminel de masse n'était pas un être exceptionnel, mais quelqu'un comme tout le monde. Ce que Claude Lanzmann décrira avec précision dans son film témoin et témoignage incontournable «Shoah».

A la fin de la guerre, Adolf Eichmann réussit à s'enfuir d'Europe, sans doute grâce aux Ratlines (les filières des rats), les filières d'évasion des criminels de guerre nazis mises en place par le Vatican. Il se réfugie en Argentine où il est repéré par les Israéliens dès 1950. En mai 1960, le Mossad, les services secrets de l'Etat d'Israël, l'enlève et le conduit à Tel Aviv. Son procès commence en mai 1961.

Il sera condamné à mort à l'issue de son procès et pendu le 31 mai 1962. C'est quasiment le seul cas où la peine de mort sera appliquée dans ce pays. Son corps sera incinéré à sa demande et ses cendres seront dispersées en mer. Le grand philosophe Martin Buber avec 19 autres intellectuels juifs demanderont sa grâce qui sera refusée par Ben Gourion.

Ce procès est d'un genre nouveau à l'époque. Voici comment Robert Badinter l'analyse dans l'Express d'avril 1961 : «L'antisémitisme, aujourd'hui apparemment apaisé et comme repu par le carnage récent, n'est qu'un des aspects du crime fondamental de racisme. En lui, l'antisé-

mitisme se perd comme les millions de Juifs assassinés se fondant dans la masse immense des crimes du racisme qui déroulent leur procession tragique dans l'Histoire.

Par le Noir lynché en Afrique du Sud, le " Raton " torturé dans les douars, le Blanc assassiné au Congo, la chaîne des tortures se tend à travers ces jours que nous vivons et se lie à celles des ghettos martyrisés. C'est pourquoi, au-delà du crime contre le peuple juif, Eichmann répond du crime contre l'Humanité. Car, en chaque Juif assassiné, mourait, comme en chaque victime du racisme, l'homme qui est chacun de nous.»

La particularité du procès Eichmann est d'être centrée exclusivement sur l'extermination des juifs d'Europe. C'est aussi le premier procès où un grand criminel de l'Humanité est jugé seul, par un tribunal civil. Il constitue ainsi la première grande tribune offerte aux témoins et aux survivants du génocide. «Ce procès a été pensé par le gouvernement comme une leçon de pédagogie, premier face-à-face entre le bourreau et la victime», souligne Henry Rousso, historien et commissaire de l'exposition «Juger Eichmann», présentée au «mémorial de la Shoah» à Paris, en 2011. L'État d'Israël ne lancera plus, par la suite, d'autres procédures aussi importantes.

Pourquoi discuter de cela dans cet article ? Parce que ce procès a posé des problèmes philosophiques et de morale d'envergure qui nous concernent en tant qu'humain. Et aussi parce que ce qui est au cœur, ce sont les questions de haine, d'intolérance, de violence et aussi de justice.





Alors, le procès Eichmann : vengeance ou justice ? La haine et la violence ont-elles trouvées leur solution ? Examinons les questions qui sont posées publiquement avant l'ouverture du procès. Appartient-il aux victimes de juger les bourreaux ? Rappelons que ce sont des Juifs qui vont juger un assassin qui a le sang de plusieurs millions de Juifs sur les mains.

Ne faudrait-il pas mieux le faire juger par un tribunal indépendant pour que la justice ne soit pas confondue avec la vengeance ?

Mais un tribunal indépendant, qui ne serait pas juge et partie, peut-il exister dans un cas pareil ? Qui pourrait ne pas prendre parti devant une telle horreur ? Il ne s'agit pas de juger un banal crime. Il s'agit de 6 millions de morts, assassinés pour la seule raison qu'ils étaient Juifs.

S'il s'agissait simplement de punir Adolf Eichmann, n'aurait-il pas été

plus simple que le Mossad l'exécute après son enlèvement ? La justice aurait pris alors la forme de la vengeance, mais cela aurait fait gagner du temps et des débats qui furent immensément douloureux pour beaucoup.

Est-ce que la mort d'un seul répare et absout la mort de six millions ? Eichmann doit-il payer seul pour tous les autres assassins ? Est-ce que sa mort vaut réparation ? Fallait-il le juger avec des lois d'un État qui n'existaient pas lors des faits, ni l'État, ni les lois ?

Ces questions ne sont pas minces. Et c'est l'honneur des intellectuels Juifs de les avoir posées dans une situation difficile et douloureuse. Il faut leur rendre hommage pour cela. Ils n'ont pas hurlé avec les loups.

Pour ma part, à toutes ces questions, je ne répondrai que pour moi. Il fallait faire ce procès et prendre tous les moyens pour conduire l'ac-

cusé à la barre du tribunal. Ce procès a eu un rôle juridique, pédagogique, culturel, historique considérable. Avant celui-ci, les déportés raciaux ne voulaient ou ne pouvaient pas se distinguer encore des autres déportés, car l'antisémitisme était encore vivace. On a connu des déportés juifs, à peine libérés des camps, subirent de nouveaux pogroms et se faire lyncher à nouveau. Ce procès a libéré la parole de ceux qui se taisaient depuis 1945. Il a permis d'établir la réalité des faits, la transmission de la connaissance de la vérité, la perception réelle du racisme le plus abject. Le procès a fait œuvre de réparation pour les six millions de victimes. Plus jamais, les choses ne seront comme avant, après mai 1962. Plus jamais, la voix qui a commencé à parler ne s'éteindra.

Il fallait faire ce procès, mais ne pas tuer Adolf Eichmann. Faire un procès pour transmettre, pas pour punir, car la punition n'a guère de sens ici, car elle n'a aucune valeur de ré-

paration pour les victimes. Outre le fait que le sang répondait au sang et que les justiciers s'assimilaient au bourreau par le sang versé, aucune peine ne pouvait être à la hauteur du crime.

Il fallait donc rester dans la symbolique et condamner Adolf Eichmann à la prison à vie et, peut-être, le transférer en Allemagne pour qu'il réponde à nouveau de ses crimes et ainsi, mettre tout le monde devant ses responsabilités.

Le procès du criminel Eichmann a posé des questions qui sont encore devant nous comme un livre ouvert qui nous interpellera toujours. Elles sont consubstantielles à toutes les interrogations que l'Humanité se pose depuis la nuit des temps, dès que l'Homme a commencé à penser. C'est à cette aune-là que l'on doit réfléchir à l'attitude du Chevalier Kadosch devant l'intolérance et la violence.

La vengeance n'est pas la justice. science pour tous les citoyens.



SOUVERAINETÉ DES ÉTATS ET JURIDICTIONS INTERNATIONALES

Dominique Goussot

Instituées dans le sillage du tribunal de Nuremberg, dix-sept juridictions internationales vident actuellement des contentieux relevant du droit international. Trois sont généralistes (Cour internationale de Justice (CIJ) ; tribunal international du droit de la mer ; Cour permanente d'arbitrage (CPA)). Trois autres, qui présentent un caractère régional, sont compétentes en matière de droits de l'Homme (Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) ; Cour interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) ; Cour africaine des droits de l'Homme (CADH)). Cinq parmi elles sont chargées de trancher des litiges de nature économique. Enfin, six juridictions internationales infligent des sanctions pénales, parfois en raison de faits commis dans des zones géographiques précises : (la Cour pénale internationale (CPI) ; le tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie (TPEY) ; le tribunal pénal pour le Rwanda (TPR) ; le tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) ; le tribunal spécial pour le Cambodge (TSC) ; le tribunal spécial pour le Liban (TSL)). Sensibles comme les autres aux rapports de force internationaux, les six dernières procèdent de la volonté, par bien des aspects présomptueuse, des États les plus puissants de mener les procès que les plus faibles sont

réputés incapables de conduire à bien, et ce au prix d'un empiétement des premiers sur la souveraineté des seconds. Arrêtons-nous sur les exemples de la CPI et du TSL.

La Cour pénale internationale épargne les puissants

Le 17 juillet 1998, cent-vingt États adoptèrent le Statut de Rome créant la CPI, effectivement installée le 1er juillet 2002 à La Haye. À ce jour, sur cent trente-neuf pays signataires, cent vingt-trois seulement ont ratifié ce traité, en sorte qu'en définitive soixante pays ne reconnaissent pas cette juridiction internationale, notamment les États-Unis, la Russie, l'Inde, la Turquie, la Chine mais aussi la Liban. Vieille utopie qui remonte au moins à la fin de XIXe siècle lorsque le Comité international de la Croix rouge s'interrogeait sur l'utilité d'instituer un tribunal chargé de sanctionner les violations du droit humanitaire international, projet qu'esquissait avec un grand scepticisme l'article 227 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, entreprise en partie réalisée avec le Tribunal de Nuremberg en 1945 puis abandonnée avec la guerre froide, la création d'une juridiction pénale internationale n'a difficilement pris corps qu'à la fin du XXe siècle, à la suite de la chute du Mur de Berlin : en effet, elle s'est longtemps heurté, et se



confronte encore, à la force du principe de souveraineté des nations, très nettement incarnée dans l'office du juge répressif. De surcroît, elle souffre, en raison même de ce principe de souveraineté des États, de l'absence de force de police judiciaire internationale et de la timidité des gouvernements pour coopérer avec elle.

La CPI est compétente pour poursuivre et punir, selon une procédure qui mêle les modèles accusatoire (anglo-saxon) et inquisitoire (continental), les auteurs de génocides, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes d'agression, que les États ne sont pas en mesure ou ne veulent pas mettre en cause. Si elle agit en dehors de toute contrainte de prescription, elle applique néanmoins les principes généraux du droit pénal moderne : Nullum crimen sine lege (nul crime sans loi); nullum poena sine

lege (nulle peine sans loi) ; non bis in idem (pas deux jugements pour les mêmes faits) ; non rétroactivité de la loi pénale ; responsabilité individuelle. Un procureur mène l'enquête sous le contrôle d'une chambre préliminaire qui délivre, en sa faveur et à sa demande, les mandats d'arrêt ou les citations à comparaître nécessaires et fixe, dans une audience contradictoire, les charges pesant sur la personne poursuivie. Le procès se déroule devant la chambre de première instance. L'éventail des peines que prononce la CPI va de la réclusion à perpétuité ou dans la limite de trente ans à l'amende en passant par la confiscation des avoirs et des biens de l'auteur du ou des crimes jugés.

Le bilan de l'activité de la CPI dressé par le journal suisse Le Temps, dans son édition du 16 juillet 2018, est particulièrement sévère : «Jusqu'à présent, seuls des Africains ont été pour-





suivis. Les dirigeants du continent ont donc beau jeu de critiquer un acharnement aux relents néo-coloniaux. «C'est très souvent à la demande des Etats africains eux-mêmes que nous nous saisissons d'une affaire», répond Fadi El Abdallah. Pour Reed Brody, «quand la CPI s'est d'abord intéressée aux rebelles et aux mercenaires, cela ne dérangeait personne, mais dès qu'elle a enquêté sur des dirigeants en exercice, on a tenté de la décrédibiliser.» Le mouvement de défiance envers la Cour semble toutefois circonscrit. Ces deux dernières années, quatre pays ont demandé leur retrait du Statut de Rome. Celui du Burundi est déjà effectif et celui des Philippines le sera dans un an.» Lorsque la procureure de la CPI, Mme Fatou Bensouda, a entrepris de poursuivre des militaires américains déployés en Afghanistan, conformément au Statut de Rome de 1998, Washington l'a privée de visa et inscrite sur une liste de personnes corrompues, sans préjudice de sanctions économiques. En dépit du courage de Mme Fatou Bensouda, qui tente sans grand succès de surmonter les vices congénitaux de cette juridiction, non seulement la crédibilité de la CPI est atteinte mais son avenir paraît incertain.

Le tribunal spécial pour le Liban s'enlise

À la demande du gouvernement libanais alors présidé par M. Fouad Siniora, la résolution n° 1757 du 30 mai 2007 du Conseil de sécurité, votée par dix voix contre cinq en application du chapitre VII de la Charte des Nations-Unies, a institué le TSL qui siège à Leidschendam,

près de La Haye aux Pays-Bas, depuis le 1er mars 2009. Aux termes de l'article 1er de son Statut, le TSL se substitue aux juridictions nationales libanaises afin de poursuivre et punir, selon néanmoins le droit interne du pays, «[les] personnes responsables de l'attentat du 14 février 2005 qui a entraîné la mort de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri et d'autres personnes, et causé des blessures à d'autres personnes» Il est également compétent pour juger, d'une part, les auteurs d'autres attentats survenus au Liban du 1er octobre 2004 au 12 décembre 2005, ayant un lien de connexité avec l'exécution de M. Rafic Hariri et présentant un degré similaire de gravité, d'autre part, ceux des crimes commis à toute date ultérieure décidée par les parties et avec l'assentiment du Conseil de sécurité de l'ONU, dès lors que ces crimes sont liés à l'attentat du 14 février 2005. Enfin, le coût du fonctionnement du TSL incombe pour moitié au Liban (51 %), pour moitié à la communauté internationale (49 %). Conformément à l'article 6 de l'annexe à la résolution n° 1757, le tribunal est administré par un comité de gestion installé à New-York qui fixe son budget (environ 60 à 65 millions de dollars par an), évalue son efficacité et l'aide à trouver des sources de financement. Bref, prisonnière du confessionnalisme et des tensions communautaires qu'il induit, la République libanaise a renoncé intégralement à sa souveraineté pour juger les auteurs du crime politique majeur de 2005.

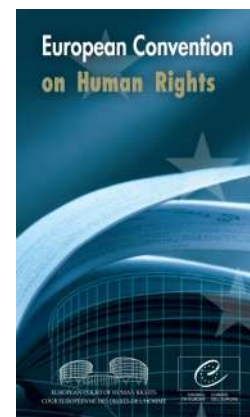
Les errements de l'instruc-

tion ont mis en évidence les difficultés du TSL à poursuivre sereinement son office dans un contexte politique marqué par des conflits communautaires. Dans un premier temps ont été mis en cause quatre officiers libanais pro-syriens, maintenus en détention pendant quatre ans et finalement reconnus innocents avant même un procès. Cette situation a nourri les tensions entre la Syrie et le Liban. En 2010, alors Président du conseil (2009-2011), M. Saad Hariri, le fils de M. Rafic Hariri, l'a publiquement admis dans une édition du journal Asharq al-Awsat: «Nous reconnaissons des erreurs de jugement concernant la Syrie, erreurs qui ont nui au peuple syrien et aux relations entre les deux pays.» Dans un deuxième temps, les enquêteurs du TSL ont soupçonné des hauts responsables du Hezbollah mais le secret de l'instruction ayant été violé à la suite d'une publication d'éléments du dossier dans le magazine Der Spiegel, cette piste a fait l'objet d'une contre-attaque de la part du groupe chiite qui a accusé alors Israël. En définitive, le 17 août 2011, le procureur du TSL a mis en accusation, en qualité d'assassins présumés de M. Rafic Hariri, M. Mustafa Baddredine et trois co-auteurs, membres du Hezbollah. M. Mustafa Baddredine ayant été assassiné en Syrie en 2016, les charges pesant sur lui sont tombées. Ouvert en 2014, le procès s'est poursuivi pour les trois autres. Le 11 septembre 2018, le procureur du TSL a pris de nouvelles réquisitions contre quatre commanditaires présumés de l'attentat du 14 février 2005, MM. Salim Ayyash, Hussein Oneissi, Assad Sabra et Hassan Habib Merhi.

Le 11 décembre 2020, le TSL a condamné le premier, membre présumé du Hezbollah, à la réclusion à perpétuité et acquitté les trois autres accusés.

D'autres personnes restent poursuivies mais le TSL n'est plus en mesure d'assurer son office, comme le rapporte le journal Le Monde dans son édition du 23 juillet 2021 : «Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a demandé au Conseil de sécurité des Nations unies, le 13 juillet, de se prononcer sur la suite à donner aux procès en cours. Chargé de juger les auteurs d'attaques terroristes commises dans les années 2000 contre des responsables politiques et des journalistes libanais, le TSL n'a plus les moyens financiers de poursuivre ses procès au-delà du 31 juillet, assurent ses responsables.»

En définitive, même l'abandon de souveraineté consenti par la République libanaise dans le domaine capital de la justice pénale pour surmonter les effets délétères du confessionnalisme n'a pas permis, en raison précisément de ce climat, de faire toute la clarté sur l'assassinat politique du Premier ministre sunnite M. Rafic Hariri, en février 2005. Par ailleurs, la profonde crise économique que traverse actuellement le Liban semble annoncer la mise en sommeil d'une juridiction internationale relativement impuissante. Pour mettre fin à cette situation, il importe que s'installe au Liban, libéré du carcan du confessionnalisme, un État civil, seul en mesure de redresser le pays et d'assurer sa pleine souveraineté.



The UN's IIM and international crimes in Syria

Isaac Andakian

Ph.D. Candidate in International Conflict Management

Kennesaw State University, Kennesaw State University Atlanta, Georgia



In this brief paper, I discuss some of the technical aspects of the International, Impartial, and Independent Mechanism's (IIIM) operation in light of the below definitions. In December 2016, the United Nations General Assembly adopted resolution 71/248 establishing the "International, Impartial and Independent Mechanism to assist in the investigation and prosecution of persons responsible for the most serious crimes under International Law committed in the Syrian Arab Republic since March 2011." Paragraph 4 of resolution 71/248 mandated the IIIM to "**collect, consolidate, preserve and analyse** evidence of violations of international humanitarian law and human rights violations and abuses and to prepare files in order **to facilitate and expedite** fair and independent criminal proceedings, in accordance with international law standards, in **national, regional or international courts or tribunals** that have or may in the future have jurisdiction over these crimes, in accordance with international law."

The IIIM's job is mainly preparatory, as it is mandated to **collect, consolidate, preserve and analyse** evidence concerning international crimes. However, there are numerous questions about operationalizing the mandate and how the IIIM addresses

evidence professionally per international standards. Keeping in mind that currently there are no evidence collectors in the field in Syria, the IIIM's primary operations focus on collaborating with states that might possess or have access to information or evidence of international crimes and are willing to share them with the IIIM, which heavily relies on the political will of those states. States' accessibility to evidence of international crimes is mainly through hosting Syrian refugees on their soil as some refugees are survivors, victims, and/or witnesses who can provide eye-witness accounts of international crimes and who might possess photos, video footage, and/or physical proof documenting such crimes. Such states include but are not limited to countries neighboring Syria (Lebanon, Jordan, and Turkey), Germany, and the United States. It is relatively easier to collect evidence in the Western States (Germany and the USA). However, it is more challenging to collect evidence in Turkey and countries in the Middle East due to security and political considerations. Most of the existing evidence has not been documented or processed for admissibility before a court of law. To date, only a few cases have been brought before European courts that have



prosecuted alleged perpetrators, all of whom are from the Assad regime and none from ISIS or other terrorist groups, based on the principle of universal jurisdiction. As of February 2019, according to the Center for Justice and Accountability (CJA), there have been 34 active cases of international crimes in European domestic courts.

There are numerous Syrian NGOs and CSOs that have collected evidence of international crimes in Syria since 2011. However, most of them collect evidence against the Assad regime, which makes the entire process open to critique as they do not possess sufficient evidence of international crimes that ISIS and other terrorist organizations committed against Syrians. Evidence of international crimes that Syrian NGOs and CSOs possess raise questions about the “standardized” methods of evidence collection and its admissibility before a court of law, especially in terms of preserving and main-

taining an uninterrupted chain of custody, the metadata of electronic evidence, its corroborating weight with witness statements, and its accuracy and integrity per the e-Court Protocol and the Rules of Procedure and Evidence of the ICC. Below, I discuss some of the critical issues regarding the admissibility of evidence before a court of law.

Time sensitivity: Time is crucial in collecting, consolidating, preserving, and analyzing evidence of international crimes committed in Syria. Remembering, recording, and honoring the gruesome experiences of war survivors, often complicated by trauma, should be addressed promptly. For the victims and survivors, the experience of gross injustice will not simply go away. The experiences of victims and witnesses, and the evidence verifying them, should be recorded and documented in time so that prosecutors can build legal cases to bring the perpetrators to justice.

The metadata of electronic evidence: The metadata is a digital

stamp on any media footage serving as evidence taken using a digital device, including smartphones. For instance, capturing a photo, video, or voice recording using a smartphone documenting a gross violation of human rights would usually have a digital time stamp, date stamp, and GPS coordinates. Although most of the metadata of electronic evidence is accurate and authentic at face value, other concerns question the admissibility of e-evidence with metadata. That includes e-evidence regarding a staged event. For instance, a photo or a video of a "staged" event such as a chemical attack would have metadata, but that metadata would not convey by default whether the attack was real or staged/fake. Therefore, metadata of e-evidence alone proves to be insufficient, and one should double-check the actuality of the claimed crime and the relevant evidence through corroborating them with other pieces of evidence to have robust, unquestionable, and admissible evidence.

Preserving and maintaining an uninterrupted chain of custody: Once a party acquires evidence, that party should be able to prove that the relevant evidence was under their uninterrupted custody (control) from the time they acquired it to the time they present it to the court. That is a significant requirement for evidence to be admissible before a court since any interruption in the chain of cus-

tody would question the integrity of the evidence and raise concerns about manipulation and alteration, such as photoshopping a photo of an alleged international crime.

To sum up, the IIIM's work is crucial in bringing perpetrators of gross human rights violations before justice per the highest international standards. However, that task is neither straightforward nor easy as it faces enormous challenges, some of which I discussed above. Some of these challenges can be mitigated by what I call the "ICT4J" approach, i.e., Information Communication Technology for Justice (similar to Tim Unwin's ICT4D¹, i.e., Information Communication Technology for Development). Therefore, evidence collectors and those who consolidate, preserve and analyze it should be highly meticulous and well-trained legal professionals to ensure the admissibility of evidence before a court of law and to ensure that each victim of international crimes would see "his/her day in court" and experience justice. The bottom line is not about collecting evidence or the quantity of evidence collected through trained collectors or crowdsourcing. It is rather about *how* evidence is collected and its quality per international standards that matters the most.



Le pétrole et le droit international

Linda Tannouri

conseillère parlementaire, doctorante

L'impact du pétrole est énorme sur le droit international et vice versa : les contrats pétroliers, l'arbitrage, les conventions internationales, le droit du travail, le droit de l'environnement, la fiscalité... L'impact sur l'économie est immense aussi : le pétrole étant le plus gros commerce international de matières de la planète.

La découverte de réserves de pétrole dans un pays est souvent perçue comme très positive au niveau économique, comme au Liban où la découverte de pétrole et de gaz naturel au large des côtes libanaises a été considéré comme hautement bénéfique. Mais puisqu'il s'agit de l'or noir les problèmes se multiplient. Tout le monde veut du pétrole, tout le monde veut devenir riche.. On sait que le droit international a un rapport étroit avec les questions géopolitiques. Tout le monde regarde le Moyen-Orient et ses guerres comme objet de convoitise pour le pétrole.

La Turquie estime que les travaux d'exploration ont besoin d'un environnement politique convenable. La Turquie a fait part de ses préoccupations au Liban, mais se défend d'avoir exercé de quelconques pressions.

Rôle de l'ONU

Devant cette situation il était normal que le Liban demande l'aide de l'ONU. Dans une lettre adressée au

secrétaire général Ban Ki-moon, le ministre des Affaires étrangères de l'époque Ali al Chami a demandé que l'ONU fasse « tout ce qui est possible pour garantir qu'Israël n'exploite pas les ressources d'hydrocarbures du Liban. Toute exploitation par Israël de cette ressource est une violation flagrante de la loi internationale et une attaque contre la souveraineté libanaise¹».

De même sera illégal tout acte non conforme aux lois en vigueur dans le pays de la société étrangère concessionnaire², conformément aux lois et textes juridiques du pays comme par exemple la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales signée à Paris le 17 octobre 1997 ou la convention de l'ONU, UNCAC ratifiée par le Liban le 16 octobre 2008. On le voit le droit international est présent sur toute la ligne de l'exploration et de l'extraction du pétrole.

Notre principal texte

La loi libanaise no132 de 2010 sur les ressources pétrolières constitue la base pratique pour l'établissement du système législatif et réglementaire relatif au secteur pétrolier au Liban. L'industrie pétrolière va placer le Liban sur la carte mondiale du pétrole, et il est important que toutes les activités pétrolières soient conformes aux exigences du droit international, mais aussi aux exigenc-



es du droit interne, notamment constitutionnelles.

La dimension politique

On peut noter l'internationalisation de la richesse énergétique et le développement de l'idée d'un patrimoine humain commun. La recherche du développement des ressources financières reste l'objectif premier de l'Etat et la loi de 2010 montre que le Liban tient beaucoup à ce principe. A travers l'industrie pétrolière il faudrait assurer la stabilité et la sécurité financière et fournir un niveau de vie assez élevé et satisfaisant pour les citoyens. Ce n'est pas pour jeter du noir dans le blanc mais des auteurs comme Yves Cochet prédisent la fin de l'abondance de pétrole à bon marché « qui a fondé notre modèle de développement »³.

Que faire lorsqu'il n'y a plus de pétrole dans le monde. C'est un problème mondial d'où l'intrusion des textes internationaux dans tous les domaines de l'exploitation du pétrole.

Eviter les conflits internationaux

La question du pétrole pose celle du recours à la Cour Internationale de justice et des difficultés d'exécution des décisions de la CIJ. Mais c'est à éviter car jamais les belligérants n'ont trouvé satisfaction auprès de cette prestigieuse cour. Peut-être les fonds souverains sont la solution : ils sont pris en compte de plus en plus au niveau international du fait de l'origine des ressources dont ils bénéficient⁴. Mais ils sont souvent remis en cause du fait de leur faible niveau de transparence. Les assem-

blées annuelles du Fonds Monétaire international et de la Banque mondiale demandent souvent aux différentes institutions financières de définir un cadre de bonnes pratiques pour les fonds souverains et les pays accueillant leurs investissements. Au Liban le projet d'un fonds souverain est au parlement depuis plusieurs années car pour ses promoteurs comme Fouad Makhzoumi il peut empêcher la corruption, denrée chère au Liban et surtout aux gouverneurs libanais.

Le Liban et les visées d'Israël

On sait que la Cour internationale de justice a créé des règles générales en la matière : D'abord le tracé d'une ligne provisoire selon la technique de l'équidistance; ensuite, éventuellement, la modification ou l'ajustement de cette ligne provisoire en fonction des spécificités ou particularités géographiques; enfin, la vérification du résultat selon un critère de proportionnalité permettant d'apprécier l'absence de disproportion flagrante entre les étendues marines revenant à chaque Etat et l'importance du littoral de chacun d'eux. Les négociateurs et chercheurs libanais estiment qu'on ne peut pas admettre dans le cas du Liban qu'une île ou un rocher non habitable (Tekhelet) lui fasse perdre 1800 km², sachant que la surface de sa ZEE est de 22730 km². C'est donc une question de droit international mais aussi d'équité. La revendication maximale libanaise porte sur 1430 km² au sud du point 23⁵, et la revendication maximale israélienne porte sur 370 km² au nord du point 23. Les négociations





vont reprendre le mois prochain en novembre 2021 et il semble qu'Israël a commencé ses forages alors que les responsables libanais continuent à se chamailler et à se disputer sur des questions banales. Nous sommes sidérés par le niveau trop bas du vocabulaire de nos gou-

vernants suite aux événements de Tayouné.

Quand est-ce que les Libanais vont avoir droit à des gouverneurs qui respectent le droit international et qui respectent leurs citoyens tout simplement.

- 1 - Annahar, Sarkis Naoum, 2-2-2010.
- 2 - Les lois françaises pour la compagnie Total par exemple.
- 3 - Yves Cochet, Pétrole Apocalypse, Dans Mouvements 2006/3-4 (no 45-46), pages 222 à 229. Le livre de Yves Cochet « Les ressources énergétiques au cœur de l'organisation sociale » est coécrit avec Agnès Sinaï en 2004., les sociétés elles-mêmes doivent déterminer leur avenir et s'abstraire du fatalisme de la technique et de la matière : voir «?nergie: à contre-courant », Ecorev', n° 20, septembre 2005.
- 4 - Excédents commerciaux comme pour la China Investment Corporation mais aussi et surtout l'exploitation de certaines ressources naturelles, et en particulier le pétrole.
- 5 - En se basant sur l'étude de l'UKHO en 2011 qui a donné 1350 km2 et l'étude de l'armée libanaise en 2018 qui a ajouté 70 km2 additionnels à l'étude britannique.

La papauté, la justice internationale, le WWF, Bouygues et Lafarge.

Michel Godicheau

Représentant de l'Association Internationale de la Libre Pensée

près des organismes internationaux , ONU (ECOSOC), OIT (CIT)



En matière de relations internationales, ce sont les tribunaux de la papauté qui ont, en Occident, inauguré une première forme de justice internationale.

“Ce n’est pas sans raison que Friedrich Engels a nommé la vision juridique du monde la vision classique de la bourgeoisie qui est une sorte de “sécularisation de la conception théologique”, dans laquelle “au dogme, au droit divin, se substituait le droit humain, à l’?glise, l’?tat”¹

Ainsi écrivait le juriste soviétique Evgueni Pasukanis en 1929. Staline devait le faire fusiller en 1937.

La papauté comme seul tribunal international

Charlemagne (mort en 814) avait eu assez de puissance pour restreindre la place des évêques et du pape, il considérait d’ailleurs l’évêché de Rome, comme un des apanages de son empire parmi d’autres. La dislocation de cet empire en royaumes concurrents après sa mort fut l’occasion pour la papauté d’instaurer une instance de recours alternative à la conquête militaire.

Le pape Pascal 1^o (817 -824) fait remonter son droit de juger des prétentions contradictoires des princes à l’empereur Constantin (272-337). C’est une couronne attribuée à Constantin que son prédécesseur, le

pape? tienne V (816--817) avait placé sur la tête de Louis Le Pieux, à Reims en 816.

Ce couronnement par le pape est un acte fondateur en ce sens qu’il fonde la légitimité du droit dans la personne même de l’évêque de Rome.

Après lui, le pape Grégoire IV (827-844) jouera tantôt contre, tantôt pour Louis le Pieux, appelé aussi Louis le Débonnaire (814-840), fils de Charlemagne. Ce dernier “par la Providence divine Empereur et Auguste” devra pourtant être destitué après un procès religieux, puis être de nouveau couronné, grâce à la force des armes, mais dans les deux cas avec l’onction papale.

L’affrontement se situe bien sûr sur le terrain religieux (querelle des investitures), mais aussi sur le terrain du droit public : celui de la légitimité à gouverner, à passer des traités, à valider leurs conquêtes.

Les papes se constituent ainsi en autorité suprême de ce qu’on appelle pas encore le Droit International Public.

A propos de cette période, et de ces couronnements, le philosophe (et abbé!) des Lumières Gabriel Bonnot de Mably note au XVIII^e siècle :

“Tout ce que les évêques de France avaient usurpé du pouvoir des seigneurs tourna donc au profit de la Cour de Rome. Les papes ne con-

nurent pas seulement des appels interjetés des sentences des métropolitains, ils autorisèrent même les fidèles à s'adresser à eux en première instance, du moins après avoir subi un jugement dans le tribunal ecclésiastique"²

Mais la remarque est valable pour la plupart des princes européens. Ainsi de Pierre d'Aragon : le roi Pierre II d'Aragon, avant même de devoir prendre position dans l'affaire albigeoise où était empêtré son vassal le Comte de Toulouse. Le pape Innocent III avait auparavant refusé d'annuler le mariage du roi d'Aragon : ce refus posait des problèmes dynastiques, le roi d'Aragon se rendit donc à Rome où ...il se fit couronner par le pape lui-même, renforçant ainsi sa position vis-à-vis du roi de France Philippe-Auguste... mais assurant aussi à la papauté une sorte de vassalité qui allait bientôt se retourner contre lui.

Cette conception, qui contraint rois et empereurs à la fiction d'un pouvoir transmis par le représentant de la divinité, et leur impose, comme juge suprême, la personne du pape, ne sera remise en cause que par la Réforme protestante.

Quel fondement pour le droit des gens ?

Dans "Le Droit de la Guerre et de la Paix", considéré souvent comme le premier traité de Droit International Public (alors appelé en latin «ius gentium», ce que l'on a traduit par Droit des Gens), l'auteur, Hugo Grotius, introduit la chose comme suit dans son "discours préliminaire" :

"pour ce qui est du Droit qui a lieu entre plusieurs peuples ou entre les Conducteurs des États et qui est ou fondé sur la nature, ou établi par les Lois Divines, ou introduit par les Coutumes, accompagnées d'une con-

vention tacite des Hommes, peu de gens se sont avisés d'en toucher quelque matière"³

Grotius est calviniste, mais un calviniste qui revendique la tolérance (et qui se verra donc banni de son pays). Ainsi, en matière de droit naturel dont il donne une définition bien plus complexe que la plus courante ("droits inhérents à la nature de l'homme"). Voici, non sa définition, mais sa présentation :

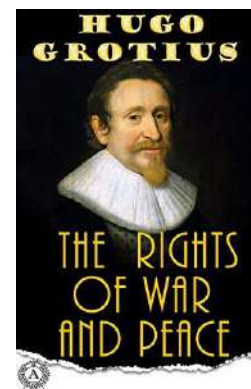
"Il y en a qui prétendent que la Loi ancienne est le Droit même de la nature, en quoi ils se trompent, car elle referme plusieurs choses fondées sur une volonté libre de Dieu. Il est vrai que cette volonté, si arbitraire qu'elle soit, n'est jamais contraire au véritable Droit de Nature et jusques là on peut en tirer des conséquences légitimes, pourvu qu'on ne confonde pas les droits de Dieu, qu'il exerce quelquefois par le ministère des hommes, avec les droits des hommes les uns par rapport aux autres."⁴

Autrement dit "le droit des hommes les uns par rapport aux autres" provient, lui, de leur activité sociale. Un auteur qui compare Grotius, Hobbes et Pufendorf écrit :

"La droite raison n'a pas pour fonction de montrer aux hommes comment ils doivent agir pour être dignes de leur appartenance au genre humain, mais en quoi il leur est nécessaire "de respecter leurs devoirs à l'égard d'autrui dans l'intérêt de leur propre conservation"⁵.

Grotius ira plus loin que Hobbes et indiquera, quant à lui, que cet intérêt social va au-delà de la propre conservation de quelqu'un comme individu : les citoyens aspirent socialement à une vie paisible, pour y développer leurs activités et transmettre à la génération suivante.

Grotius introduit donc un peu de ce qui ne s'appelle pas encore la dialectique





tique matérialiste : un droit qui résulte de l'activité sociale et qui est nécessaire pour que l'activité se déploie : ainsi du Droit de la Mer.

Mais on ne se débarrasse pas si facilement de la question de la légitimité : elle seule permet de créer une autorité internationale propre à faire juger les princes et les États, à les sanctionner et à faire exécuter ses jugements.

C'est pourquoi pour Grotius, le "Droit des gens" doit être distingué du Droit naturel. En effet, se mettre d'accord sur un système juridique, ce n'est pas seulement rechercher des normes dans la nature ou dans la volonté de Dieu, c'est s'accorder sur des règles, c'est aussi prévoir les moyens de les faire appliquer sans référence à la divinité, ni sur le plan international, à l'état.

Le fondement des juridictions internationales

Seize ans avant le Droit de la guerre et de la Paix, Grotius avait publié

"Mare Liberum" (Les mers libres - 1609) dont les principes ont fondé le droit des mers.

Jusqu'en 1982, date de la Convention de l'ONU sur le Droit de la Mer, ce sont les principes posés par Grotius qui seront à la base de toutes les conventions fondées sur la liberté des mers. Certes, le point de départ du jeune juriste néerlandais est bien contingent : il s'agit de justifier théoriquement la position des Hollandais dans un conflit avec le Portugal, mais Grotius trouve là l'occasion de fonder théoriquement le Droit international :

Dieu, dit-il prudemment, nous dit par la voie de la Nature qu'il a donné à telle ou telle nation la faculté d'exceller dans tel ou tel art "... de crainte que quelques-uns, pensant se suffire à eux-mêmes, ne devinssent par cela même insociables [...] et faisant appel à Virgile :

«Que tous fruits ne sont pas produits par toutes terres»

«Les uns ont récolté, les autres mettent en œuvre» (Virgile, Géorgiques,

Livre II) “⁶

C’est donc la division internationale du travail qu’il convient de pacifier (et béatifier!) par le Droit.

En ce domaine les puissances comprendront assez vite qu’on ne peut pas toujours régler les problèmes sur les océans à la pointe de l’épée, même si, in fine, on y a recours si les difficultés ne sont pas aplanies (corsaires, brigands, arraisonnements, guerres).

L’insécurité permanente est aussi un frein au commerce.

Depuis 1948 et surtout depuis 1982, date de la signature de la Convention des Nations des Nations-Unies pour le Droit de la mer plusieurs instruments ont été créés dont le “Tribunal international pour le droit de la Mer (ITLOS), qui examinait, par exemple ces derniers mois :

- un conflit entre les Maldives et l’île Maurice sur leurs frontières maritimes respectives ;
- un conflit entre la Suisse et le Nigeria sur une affaire d’arraisonnement d’un navire et de rétention de l’équipage.

De même, et pour des raisons voisines, l’Organisation Mondiale du Commerce qui dispose d’un organe de règlement des différends (ORD) qui permet de formuler les litiges, de rechercher des solutions entre les parties et de faire éventuellement appel à l’arbitrage.

Ces tribunaux auraient eu une chance raisonnable de prospérer si les conflits étaient restés circonscrits aux domaines juridiques directement concernés : Droit de la Mer dans le premier cas, règles de l’OMC dans le second, mais les deux sont actuellement dominés par les conflits entre grandes puissances en particulier la Chine et les USA pour l’OMC. Les USA ont, en 2019, bloqué le renouvellement des juges

de l’ORD, qui doivent être désignés à l’unanimité. La convention des Nations Unies pour le Droit de la Mer a, quant à elle, été ratifiée par 168 pays... mais il manque les USA !

Dominique Goussot développe excellentement, dans ce même numéro, l’exemple de l’Organisation de l’Aviation Civile Internationale (OACI) et du rapport entre les USA, le Qatar, l’Arabie saoudite et Israël.

Vers un monde sans institutions ?

La querelle entre “Mare liberum” (mer libre) et “Mare clausum” (mer fermée ou privée) prend aujourd’hui une nouvelle actualité :

Nathalie ROS, juriste spécialiste du droit de la mer observe aujourd’hui :

“elle s’incarne désormais dans un nouveau mythe, la privatisation comme instrument de protection de la biodiversité (2), mais elle est en premier lieu justifiée par un mythe plus ancien quoique renouvelé, la privatisation comme outil de gestion des pêches”⁷

Le concept de Mare Clausum est revendiqué par le Canada pour l’Arctique où il s’oppose notamment aux entreprises de la Russie et, plus généralement, on voit se constituer de par le monde de nouveaux accords régionaux de pêche (Regional fisheries management organizations - RFMOs), remettent en cause un principe fondamental : l’égal accès de tous les Etats à la haute mer.

L’Union européenne joue un rôle moteur dans le renouvellement du mythe comme l’illustrent les difficiles négociations post-Brexit avec le royaume-Uni ; les plate-formes offshore d’éoliennes et l’aquaculture comportent aussi des arguments, mais c’est la question de la biodiversité et des “Aires Maritimes Protégées” (AMP), qui constituent l’enjeu le plus actuel. Cela nous orientera



vers une conclusion :

Naturellement, les Aires Maritimes Protégées sont un outil de gestion par zone supposés protéger la biodiversité mais certaines des plus puissantes de ces organisations, se présentant elles-mêmes comme représentatives de la société civile, multiplient les collusions avec et les lobbys industriels via les Charitable Trusts et les fondations qui les financent.

Ainsi le WWF (World Wildlife Fund) revendique son implication dans la gestion des AMP en France.

Un site écologiste enquête :

“En 2015, le WWF-France comptait 35 partenaires, parmi lesquels : Arjowiggins Graphics, Boralex, Bouygues Construction, Carrefour, Castorama, Cocorette, Fondation Coca-Cola, Fromageries BEL, Johnsons Control, La Poste, Michelin, Picard, Sodexo. Le 21 juin 2010, Lafarge et

le WWF-France ont signé, pour trois années, un partenariat portant sur la construction durable et la biodiversité, [...] depuis 2010, le WWF est opaque concernant les sommes versées par chacun de ses partenaires privés.”⁸

Cette privatisation de la mer, transparente comme une eau boueuse fait échapper les contrevenants à tout droit, national ou international et à tout contrôle démocratique.

On s'éloigne du droit international et on s'approche du gangstérisme qui peut-être “éthique” si les circonstances le permettent ou si la propagande le nécessite. Aucune instance actuelle de règlement des contentieux ne saurait résister à cela.

Le rêve de Grotius s'éloigne, en même temps les “funicula”, les vieilles ficelles que tirent les maîtres du monde peuvent devenir appar-



entes et désigner les marionnettistes.

- 1 E. Pasukanis - Préface à l'édition allemande de “La théorie générale du Droit et le Marxisme” - Paris EDI 1979 p23 – Une note renvoie à Friedrich Engels, Socialisme de juristes, dans Karl Marx, Friedrich Engels, Sur la Religion, textes choisis, Paris, Editions sociales, 1960, p. 264 (article paru dans la Neue Zeit, 5° année 1887, 2° numéro, pp, 49-51).
- 2 G Bonnot de Mably (Abbé Mably) Oeuvres complètes – Edition 1792 – Tome second - Observations sur l'Histoire de France Livre III page 25. (à consulter sur Gallica)
- 3 Hugo Grotius – Le Droit de la Guerre et de la Paix – Edition 1724 – Traduction Jean barbeyrac –Discours préliminaire - Page 1
- 4 Hugo Grotius – Le Droit de la Guerre et de la Paix-Edition 1724- Traduction Jean barbeyrac –Discours préliminaire - Page
- 5 Luc Foisneau – Hobbes et la toute puissance de Dieu – PUF 2000 – p 222
- 6 Hogo Grotius – Dissertation sur la liberté des mers – Traduction préface et notes d'Alfred Guichon de Grandpont – Impr Royale 1845 p21-22
- 7 Nathalie Ros. La privatisation des mers et des océans : du mythe à la réalité. Patrick Chaumette.
Transforming the Ocean Law by Requirement of the Marine Environment Conservation - Le Droit
de l'Océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin, Marcial Pons, 2019,
978-84-9123-635-1. ?halshs-02396208?
- 8 <http://www.ecolopedia.fr/?p=176>

القاضي فوزي خميس، قاضي حقوق الإنسان

جورج سعد

أستاذ في كلية الحقوق، الجامعة اللبنانية

نخصص هذه المساحة لقاض يستأهل الكلام عليه وعلى إنجازاته في مجال العمل القضائي، ولا سيما في مجال اتخاذ قرارات جريئة تصون حقوق الإنسان.. كم نحن بحاجة لها. هو القاضي فوزي خميس. الحق يقال إن عدداً من القضاة اللبنانيين يتكاثر يوماً بعد يوم يتميزون باتخاذ قرارات جريئة تحمي حقوق الناس ولو أحياناً على حساب التحليل الوضعي للقانون. وهذا يبشر بالخير. القاضي بيطار طبعاً، حديث الساعة. وكنا خصصنا في مقال سابق مقالاً عن القاضي الأحمر جون قزي. في ما يلي

نعرف بالقاضي فوزي خميس وبما أن قراراته كثيرة فإننا نتناول حصراً في هذا المقال السريع النهج الخاص الذي اتبعه القاضي الثوري الإنساني خميس في قرار متعلق بحماية الأحداث وهو نهج يمكن اعتماده في أي نزاع مطروح لأنه يجهد الى منح الفوقية *la primauté* الأكثر توافقاً مع حقوق الناس. ففي قرار قضائي غير مسبوق، أصدر القاضي فوزي خميس الناظر حينها في قضايا

الأحداث، قراراً (2007) أوقف بموجبه تنفيذ حكم صادر عن محكمة شرعية، معتمداً على إطلاقية قانون حماية الأحداث، وعلى تقارير طبية علمية. الخطوة القضائية هي الأولى من نوعها لأنه أوقف بموجب هذا القرار تنفيذ حكم صادر عن المحكمة الشرعية السنية العليا يقضي بنقل فتاة قاصر من عهدة والدتها إلى والدها. قرر قاضي المحبة والإنسانية فوزي وضع الفتاة في عهدة والدتها تحت مراقبة اختصاصي نفسي بإشراف مندوبة الأحداث الاجتماعية، وتقديم تقرير دوري له.

وكان ارتكز القاضي خميس على قرار طبي نفسي أدرج حالة القاصر في خانة «اضطراب قلق الانفصال مع حال اكتئاب». «ونكر القاضي أن الفتاة» تترجم خوفها من الابتعاد عن والدتها بالبكاء المتواصل والقلق والغضب والاكتئاب والإحباط والحزن الشديد». في هذا القرار يُعمل القاضي خميس إوالية التفسير الواقعية *interprétation factuelle* لما يسمح له باعتبار قانون حماية الأحداث





قانوناً خاصاً يجب التقيد بأحكامه وله الأولوية على أي نص آخر، مدفوعاً إلى ذلك بحسه الإنساني وإيمانه بحقوق الإنسان ولذا يمنح الأولوية لمصلحة القاصر ولو عبر لي النص القانوني. هذا هو عمل القاضي الخلاق حيث يحاول توجيه النصوص القانونية بالاتجاه الإنساني. فالقاضي لا يقوم بدور آلي أوتوماتيكي في تطبيق القوانين حرفياً بل يُعمل إوالبات التفسير التي يمنحه إياها القانون والفقه والاجتهاد الوطني والعالمي لاتخاذ قراره في الاتجاه الذي يرضي ضميره. هذا ما أتاح له القفز فوق قرار المحكمة الشرعية متمسكاً بإطلاقية صلاحية قاضي الأحداث الذي خوله القانون صلاحية تقديرية دون قيود. وطالما ليس ثمة نص يعطي الأولوية

صراحة للقرار الصادر عن المرجع الديني فإن قاضي الأحداث له كامل الحرية في إقرار ما يجب إقراره، لا سيما وأن قراره يصب في مصلحة الطفل حيث أثبتت التقارير الطبية أن حالة الفتاة أفضل عندما تكون في كنف والدتها. والحق يقال إن قرار الطبيب جاء تجسيداً لقناعة مترسخة في ذهن القاضي خميس لذا رد طلب الأب لعدم القانونية، وأصر على القرار السابق الصادر عنه وأبقى الطفلة القاصر في منزل والدتها. ولم يكتف بذلك بل أمر بإخضاع الطفلة لجلسات علاج نفسي متتابعة ومنتسلسلة تحت إشراف مندوبة الأحداث الاجتماعية.

يضيء هذا القرار على مسألة أخرى فائقة الأهمية وهي أن جهود القاضي الفكرية وقراراته الجريئة لها كبير التأثير على

قرارات المحاكم العليا: بتاريخ 7-7-2009، أصدرت الهيئة العامة لمحكمة التمييز، بإجماع أعضائها (تسعة من رؤساء غرف محاكم التمييز) قراراً لافتاً مفاده أن لقاضي الأحداث، المختص باتخاذ تدابير لحماية الأطفال في حال الخطر، صلاحية اتخاذ تدابير من شأنها الحد من مفاعيل القرارات الصادرة عن المحاكم الشرعية أو المذهبية، وخصوصاً في مجال الحضانة.. ما يعني أن القاضي خميس هو الذي عبّد الطريق أمام محكمة التمييز وجعلها تزكي بل تطور وتعقلن وتقونن وتعديلن *judiciarisent* إجراءات سلوك القاضي خميس. لو انصاع القاضي خميس لقرار المحكمة الشرعية لما عارضته محكمة التمييز لأنه قاضي

الوقائع فيما محكمة التمييز قاضي قانون *juge de droit* ليس إلا.. نخلص الى القول إن للقاضي دوراً مهماً في إحقاق حقوق الناس وصون حقوق الإنسان لا سيما وأن ديباجة دستورنا تخوله إمكانية منح الفوقية للاتفاقيات الدولية ولإعلانات حقوق الإنسان : في مسار قرار نيكولو الفرنسي الشهير: *Conseil d'Etat français, Nicolo, 20 octobre 1989.* ليس لنا في نهاية هذا المقال الا الثناء على جهود القاضي فوزي خميس أمليين بتزايد عدد القضاة الذين يحملون هموم الناس والذين ينبغي أن يكونوا مستقلين كلياً عن السلطة السياسية.



البتولية والزواج في دلالة نص العهد الجديد

أ.د. الشيخ علي كاظم سميسم

جامعة الكوفة- كلية الفقه



من المعلوم أنّ دراسة ما يُسمّى بالفنون الأدبية في النصّ الديني المسيحيّ ليس بالأمر الهين. لما امتاز به من لغة المجاز، والاستعارة، والكنائية، وابتعد عن اللغة التقريرية، ويعتقد الباحث إنّ نشوء فكرة الابتعاد عن الشريعة إلى الروح هو من خطأ التفسير للنصوص المقدّسة الناشئ من تقطيع أوامر النصّ الواحد، أو عدم النظر إلى النصوص الأخرى المُبيّنة لنصوص سبقتها؛ ممّا يؤدي إلى تغيير المعنى للنص، أو ضياع المقصد التام¹. ومن غير الصحيح التمسك بمقطع واحد من النصّ وترك ما يقابله من نصوص تفسره وتكشف مغزاه، فمن الخطأ الكبير التمسك بحرفية النصّ، أو التمسك بظاهر النصّ، بيد أنّ الشريعة المسيحية أعطت حياة للنصّ بعد الأخذ بباطنه، وروحه؛ وبذلك يبيّن بولس العلاقة الرابطة بين الإيمان، والشريعة: العلاقة الروحية التي تقوّي الشريعة، والشريعة التي تقوّي الإيمان، ومن الغريب أن يفهم أنّ هناك تناقضًا بينهما². أمّا إذا اجتمعت الروح

مع الشريعة فهي الحياة، والسعادة الدنيوية، والآخروية، والتفصيل في هذا الميدان طويل جدًا. لذا أخذ البحث مصداقًا واحدًا وباختصار ألا وهو (الزواج)، وما يتلق به من عزوبة وتبئّل. الزواج: وهو سرٌّ أنشأه الله في الفردوس بحسب الديانة المسيحية، وهو من الأسرار السبعة المقدّسة³ في الكنيسة الكاثوليكية، والكنائس الأرثوذكسية⁴، وأعدته المحاكم الشرعية المسيحية كذلك. وقد أكّد السيّد المسيح على هذه الأهمية في موارد عديدة من العهد الجديد. فقد بيّن صنع الله تعالى وإبداعه في بدأ النشأة الأولى⁵، وفي هذه المسألة يدخل البحث فيالتطوّر الدلالي في نصوص الزواج: إذ قامت الأديان السابقة بعامة على تنظيم هذه العلاقة، والديانة المسيحية بخاصة؛ فكان التطوّر، والتدرج بالأحكام واضحًا بين الديانات؛ إذ تطوّرت الأحكام في الديانة المسيحية بعد أن كانت متشدّدة في الديانة اليهودية، وذلك بيّن في أثناء نصوصها⁶، بيد أنّ الديانة المسيحية رفعت من مستوى المرأة، ومن مستوى

نازفة الدّم): التي عدّها الفقه اليهودي نجسة، ولا يقترب منها أحد لنجاستها بيد أنّ السيّد المسيح اقترب منها وشافاها¹²، وأجازت الديانة المسيحية للمرأة أن تتنّبأ، ولو بشروط:13. ومن أمثلة التطوّر الدلالي في الديانة المسيحية في شأن المرأة إعطائها حقّ التلمذة، والتعلّم على يد السيّد المسيح¹⁴، ولها الحقّ أن تتعلّم على يد الرّجل، وإعطاء المرأة الحقّ أن تعمل في المؤسسة الدينيّة، فكان لها الحقّ أن تكون في منصب الشّمامسة¹⁵ في الكنيسة، وهو ما يُظهره النّصّ الديني على لسان بولس¹⁶. علماً أنّ المناصب الدينيّة الأعلى لا تُمنح للنساء لكن تحتفظ المرأة بمكانة مميّزة في مجال النساء، والأطفال داخل العمل الكنسي¹⁷. ومن هذه النصوص وغيرها نتعرّف على عددٍ كبيرٍ من مظاهر إعطاء المرأة صور المساواة، والإكرام التي سجّلها لنا العهد الجديد¹⁸. لكنّ بعض الباحثين ظنّوا أنّ فقه الديانة المسيحية أنتج المساواة بين المرأة والرّجل - بيد أنّ هذا القول يُجانب الدّقة البحثيّة - بحسب رأي الباحث القاصر - في هذه الديانة؛ إذ أسست المسيحية بالتنظيم الدلالي العلاقة السّامية بين الرّجل، والمرأة الثّابتة على أسس المحبّة، والوئام بين الطرفين¹⁹ بيد أنّ هذه النصوص الدينيّة

علاقتها بالرّجل، بعد أن أسبغت على هذه العلاقة الحُبّ، والوئام لحدّ اتحاد المرأة بالرّجل⁷، ولهذا قال (إكليمندس الإسكندري): يستحيل التّفريق بين خلقة الرّجل، وخلقة المرأة على مستوى الطّبيعة البشريّة، لأنّ نفس المرأة كنفس الرّجل من حيث الكفاءة الرّوحية، ولذلك يمكن للمرأة أن تحرز من الفضائل كما يحرز الرّجل تماماً⁸. ويرى الباحث، والألاهوتيون المسيحيون: أنّ رسالة السيّد المسيح قدّمت تطوراً فكرياً، وفقهياً بحقّ المرأة مقارنةً بالتقاليد. والفقه اليهودي الذي تعامل مع المرأة على أنّها من الدّرجة الثّانية في التشريع العام⁹، مع أوصاف الجمال، والرّقة التي أسبغها عليها بيد أنّه لا يضيف على المرأة كرامتها السّامية، وهو ما تُظهره الصّلاة اليوميّة التي يتلوها اليهودي حتّى اليوم¹⁰، فالمسيحية التي أعقبت اليهوديّة التي ننظر إليها على وفق التطوّر الموضوعي رفعت من كرامة المرأة، ومكانتها؛ لذا استهجن اليهود تصرفات السيّد المسيح في شأن المرأة، حين تعامل مع المرأة على وفق التطوّر الدلالي الجديد. الذي من أمثلته: (المرأة الخاطئة)¹¹، وهذا الاستهجان، وعدم الاعتراف من القديم بالجديد من الأمور الطّبيعيّة، ومن هذه الأمثلة في ميدان التطوّر الدلالي (قضية





يفضّلون عدم الزّواج فجاء الردّ من السيّد المسيح على عكس هذا التّوجّه، وشيئاً فشيئاً تركّزت في الأذهان الميل إلى العزوبة، فردّ بولس تلك الفكرة 24 الخاطئة، ومن ذلك نعلم أنّ التّمسك بالعزوبة تُسبب ظاهرة الزّنا؛ لذا دعا بولس إلى الزّواج، وحثّ عليه. إذ أنّ العزوبة التي تؤدّي إلى الضّغط النفسي الشّديد لا يتسنى لكلّ أحد الصّبر عليها، ومن كان يتسنى له ذلك من حقّه أن يتمسك بالعزوبة. وبهذا لا تكون العزوبة فرضاً واجباً، وهو ما جاء في نصوص بولس 25 بيد أنّ بعضهم 26 صرف تطبيق النّص على مجتمع معين، ورفضوا تعميمه، مع أنّ النّص واضح البيان مفتقرٌ للخصوصيّة، بل التّعميم هو الأجدى. مع أنّ بولس كان يرى أن يُعطي بعض الأشخاص حياتهم كلّها للخدمة الكنسيّة 27. وهذا التّقديم للبتولية في هذا النّص، ونصوص بولس الأخر 28 نجده يختصّ برجال الدّين لا أن يُعمّم على المجتمع كافّة، بل تبين عند التّحقيق في الدّيانة المسيحيّة الشّأن العالِي، والقيمة العالية للحياة الزّوجية، ومكانتها الرّاقية في بناء المجتمع، وهو ما ذكره الأب متّى المسكين 29؛ فتكون البتولية ليس أمراً واجباً على كلّ مسيحي، بل هو يعود للاختيار الحرّ، والاستطاعة على تحملها.

التي أشارت إلى مكانة المرأة السّامقة في هذه الدّيانة لا يمكن أن يستدلّ بها على المساواة بين الرّجل، والمرأة من كلّ الوجوه. وهذا البحث، وغيره يؤكّد على بقاء المرأة - بحسب وضعها الفيزيولوجي، وتكوينها الخلقي - العامل الأهمّ في تكوين أسرة ناجحة؛ لتكون نواة لتكوين مجتمع ناجح؛ لهذا أبقته هذه الدّيانة خاضعة للرّجل "فكرة خضوع النّساء ليست متّصلة في فكر كلّ البشر فحسب - وهذا ما لا يجب أن يكون في حدّ ذاته مبرراً لذلك -، بل يبدو أنها كامنة في تكوين الله للجنس البشري، وذكر الرّسول بولس هذا 20. ومن النّصوص المسيحيّة نتعرّف على دلالات فرعيّة لقضية الزّواج عديدة نقتصر منها على مقاصد النّصوص المسيحيّة في العزوبة، والتّبتّل: بعد أن عرفنا ممّا تقدّم - من بناء العلاقة الزّوجيّة على الحُبّ بين الرّوجين، والتنظيم التّشريعي - ظنّ بعضهم 21 أنّ الدّيانة المسيحيّة تحثّ على حالة العزوبة، وتُفضلها على الزّواج بناءً على بعض آيات الأناجيل الإزائية 22، وعند إمعان النّظر في هذا النّص نجده يبدأ (بالّ التّعليل) بقوله (لأنّه)، وهو تعليل لنصّ سابق يتحدّث عن الطّلاق، وكان قول التّلاميذ: "إن كان هكذا أمر الرّجل مع المرأة فلا يُوافق أن يتزوَّج!" 23. وهم بذلك

- 1 - أنظر:رسالة بولس إلى أهل رومية 7: 1-7 .
- 2 - الخوري بولس الفغالي . المجموعة الكتابية - المدخل الى الكتاب المقدس (من بولس الى يوحنا وسائر الرُّسل)، ج5، ص 275.
- 3 - الأسرار السبعة: عمل مقدس تُمنح فيه للمؤمن، من خلال علامة منظورة، نعمة الله غير المنظورة، فالأسرار أعمال خلاصية، أي أنها تمنح الخلاص، وهي أعمال الله في صورة تجل بشري .
- أنظر: المطران سليم بسترس . اللاهوت المسيحي والإنسان المعاصر، ج3، ص 27.
- 4 - أنظر: لجنة من الكرادلة، والأساقفة . التعليم المسيحي للكنيسة الكاثوليكية، ص 477 .
- أنظر: الأنبا غريغوريوس - أسقف عام الدراسات العليا اللاهوتية والثقافة القبطية والبحث العلمي - . اللاهوت العقيدى (الجزء الرابع) في أسرار الكنيسة السبعة (2)، ج9 ، ص 10 .
- أنظر: الأب ريمون جرجس الفرنسيسكاني . شرح قوانين المحاكمات الكنسية بوجه عام، وقوانين المحاكمات الحقوية لدى الكنائس الشرقية الكاثوليكية، ص210 - ص211.
- 5 - إنجيل متى 19: 4 .
- 6 - يُنظر: سفرُ التكوين24: 2-4 ، 29: 23 ، 38: 7-9، سفرُ التثنية7: 1-3 ، 7: 4 ، 25: 5-6 ، 25: 7-10 ، سفرُ عزرا9: 1-4 ، 9: 10-12 .- 4، إنجيل متى 19: 4-5 .
- 7 - إنجيل متى 19: 4-5 .
- أنظر: إنجيل مرقس 10: 7-9 .
- أنظر: إنجيل مرقس 10: 7-9 .
- 8 - يُنظر: الأب متى المسكين . المرأة حقوقها وواجباتها في الحياة الاجتماعية والدينية في الكنيسة الأولى، ص 81 .
- 9 - يُنظر : ماستر ميديا . التفسير التطبيقي للكتاب المقدس (ومعه كتاب الحياة)، ص2241.
- 10- د. فهد حجازي . الوظيفة اليهودية من أرتحششتا إلى بلفور . - مناقوت - أي الصدقات أو القرابين -43-44 - ، ص73.
- يُنظر: تفسير أنطونيوس فكري على سفر التكوين، [على شبكة الأنترنت]، موقع كنيسة السيدة العذراء - بالفجالة:متوافر على:
- (www.smcfag.org/HTML/Frantony.htm)، ص 16 .
- أنظر: لجنة من الكرادلة، والأساقفة . التعليم المسيحي للكنيسة الكاثوليكية، ص479.
- 11 - يُنظر:إنجيل لوقا7: 37- 49 .
- 12 - يُنظر: يُنظر:إنجيل لوقا7: 34- 48 .
- 13 - يُنظر:رسالة بولس الأولى إلى أهل كورنثوس11: 5 .
- 14 - يُنظر:إنجيل متى14: 19- 21.



- 15 - الشَّمامسة : امرأة تكلف رسميًا بخدمة محدَّدة في الكنيسة، وتكون واعظة؛ والشَّماس كالشَّمامسة، إلا أنَّ المرأة لا تعظ إلا عند النساء .
يُنظر: اثناسيوس - راهب من الكنيسة القبطية - . معجم المصطلحات الكنسية . مادة شمامسة .
- يُنظر: سعيد يعقوب . مكانة المرأة في الخدمة الكنسية . ص22 .
- 16 - يُنظر:رسالة بولس إلى أهل رومية16: 1- 2.
يُنظر:رسالة بولس إلى أهل فيلبي4: 2-3 .
- 17 - يُنظر: رسالة بولس إلى أهل رومية16: 1-2 ، 3 ، 5، 6 ، 7، 12، 15 .
- 18 - يُنظر: القس صموئيل زكي . مكانة المرأة في الكتاب المقدَّس . ص87 وما بعدها .
- 19 - يُنظر : رسالة بولس إلى أهل أفسس5: 28 .
- 20 - دونالد جوثري. التفسير الحديث للكتاب المقدَّس : الرسائل الرَّعوية، ص88 .
- 21 - يُنظر: د. خالد بن محمد الشَّنيبر . حقوق الإنسان في اليهودية والمسيحية والإسلام - مقارنة بالقانون الدولي، ص481.
- 22 - أنظر:إنجيل متى19: 12 .
- 23 - المصدر نفسه : 10 .
- 24 - رسالة بولس الأولى إلى أهل كورنثوس7: 1-2 .
- 25 - المصدر نفسه: 6-9 .
- أنظر:رسالة بولس الأولى إلى أهل كورنثوس7: 36- 38 .
- 26 - يُنظر: د. وليم إدي . الكنز الجليل في تفسير الإنجيل - شرح : بشارة متى، ج 6، ص 72 .
يُنظر: الخوري بولس الفغالي . المجموعة الكتابية - المدخل إلى الكتاب المقدَّس (من بولس إلى يوحنا وسائر الرُّسل)، ج5، ص219.
- 27 - يُنظر: الدكتور القسّ فهيم عزيز. الفكر اللاهوتي في كتابات بولس، ص 284 .
وفي التَّاريخ المسيحي القديم خلاف بين الكنيسة الغربية، والشرقية في مسألة زواج بعض أصحاب الرُّتب الكنسية (شماس، قس، أسقف، ...)، حيث صدرت بعض القوانين، والقوانين المعارضة في وجوب مفارقة بعض أصحاب هذه الرُّتب لزوجاتهم، وهو خلافٌ أثير قديمًا في المجمع الكنسية . لكن يبقى الإطار العام في الكنائس منع الزَّواج مرة أخرى من ماتت زوجته بعد أن رُسم في مرتبة كنسية .
- يُنظر: جوزيف ألن . الكهنوت والزَّواج . ص 30، 57، وما بعدها .
- 28 - يُنظر:رسالة بولس الأولى إلى أهل كورنثوس7: 38 .
- 29 - الأب متى المسكين . القديس بولس الرسول حياته لاهوته أعماله، ص 477 .



الاشكاليات المثارة في انعقاد الاختصاص للدولة عند نشوء النزاع في ملاحقة الجرائم الحديثة¹

البروفسور جنان الخوري الفخري²

استاذة القانون الجزائري في الجامعة اللبنانية - ومحاضرة في كلية القيادة والأركان في الجيش اللبناني.

كان للتحويلات الاقتصادية والاجتماعية والحضارية تأثير هام على تطوّر نظام العقاب، تجلّى هذا التأثير في تطوّر طبيعة العقوبة ذاتها وتنوّع صورها³، بحيث يتناول الفقهاء مصطلح العدالة ما فوق الدول La justice supranationale، الجريمة العابرة للدول Le crime Transnational، الجريمة الجزائرية العالمية⁴ crime pénal mondial... مما يثير مسألة ما اذا كان سيتم تدويل القواعد العقابية.

في المبدأ، لطالما اعتبر قانون العقوبات قانوناً إقليمياً، ولطالما اعتبرت الجريمة قضية وطنية محلية وحُصر أمر التحقيق والملاحقة القضائية بشأنها داخل الحدود الوطنية للمحكمة. أضف لم تكن الدولة لتتهتم بالأعمال أو الامتناع عن الأفعال المرتكبة في الخارج او للتعاون مع الوكالات الأجنبية المعنية بإنفاذ القوانين. ساهمت هذه النظرة التقليدية والضيقّة في تسهيل الطريق أمام الجناة والمجرمين إلى الهروب من العدالة ومن الأحكام بعبور الحدود الدولية. ثم قد تكون للجرائم الاقتصادية والمنظمة لا سيما الإلكترونية والبيئية آثاراً عابرة للحدود دون ان يضطرّ الجاني إلى مغادرة حدود بلده. عملياً، يزيد العنصر العابر للحدود الصعوبات الملازمة لمكافحة كل أشكال الاجرام في العصر الحالي، كما لم يعد يرتكب بشكلٍ فردي او عن اهمال او قلة احتراز او بشكلٍ طارئ، ... انما غدا اجراما مهيكلا ومنظماً، ولم يعد داخلي فقط بل امتدّ عبر الدول والحدود. لا يجوز فقط تحديد التغييرات التي طرأت على الأنظمة الجزائرية المحلية، الإقليمية والدولية إنما أيضاً لا بدّ من تحديد التغييرات الواجب إتباعها لمكافحة الجرائم الحديثة، فهل أن التحويلات في القانون الجزائري الدولي عموماً وفي التعاون الجزائري الدولي خصوصاً يشكلان إجابات تشريعية متناسبة أو غير متناسبة؟ إنّ الإشكالية المثارة في هذه الحال، أنه وبخلاف المبادئ العامة للقوانين العقابية والأصول الجزائرية الإجرائية التي عرّفت



وعدّلت لمرّات عدة خلال عقودٍ وأنت لإنعكاسات قانونية، فإن المبادئ العامة للقانون الجزائي الدولي في العصر الراهن، هي نظامٌ حديثٌ نسبياً وغير محددة تماماً. أضف ليس من السهل التمييز بين المبادئ الحامية للمصالح السياسية للدول عن تلك التي تحمي المصالح الأساسية للنظام الجزائي (كحقوق المشتبه بهم، الضحايا والمصلحة العامة بإلغاء

(الإجرام).

إن دراسة قواعد تنازع القوانين والإختصاص الجزائي الدولي المتعلقين بالجرائم المنظمة العابرة للحدود، يشكل حاجة ضرورية مع التطور التقني الهائل، لا سيما الجرائم الالكترونية التي يوزع

التقدم التقني السلوك المادي للجريمة ويبعثر النشاط الأصلي والنشاط التبعي على إقليم أكثر من دولة، إضافة إلى تجريد بعض العناصر المكوّنة للركن المادي من الخصائص المادية الملموسة⁵، وكل الجرائم التي ترتكبها الشركات المتعددة الجنسية لا سيما الجرائم البيئية التي تمتدّ بواسطة الهواء وعبر مياه الأنهر والبحار... إلى بلدان عدّة، فالسمة البارزة لهذه الجرائم، الطابع الدولي وإمتدادها الواسع على مساحات دول عدّة. على صعيد المقارنة، لا يُثار إشكال في

نبحث ضمن هذه الدراسة في العنصرين الأكثر إثارة للجدل على صعيد إيلاء الإختصاص على الصعيد الدولي: العنصر التقني الفضائي (في الفرع الأول) وعنصر الصفة المتعددة الجنسية (الفرع الثاني).

العنصر التقني الفضائي

إن مشكلة تعيين مكان الجريمة المعلوماتية يفرض ذاته بشكلٍ خاص وبطريقة دقيقة، لا سيما المكان الحقيقي، أي المكان التقني لارتكابها أو حيث استعملت المعطيات التي تحوّلت إلى بضعة بلدان. بالفعل انه أمر شاق وصعب⁶، فمن جهة إنّ دعوة الخبراء المتخصصين في المعلوماتية لا يحمل دائماً الاجابة الملائمة للتحقيق، ومن جهة أخرى إنّ معيار تعيين موضع الجريمة



المرتكز على مكان استعمال الآليات والوسائل ليس دائماً مؤكداً أو صحيحاً. يبدو من نظرة أولى، وفي ما يتعلق بالإجرام المعلوماتي وغيره، أنه إذا كانت شبكة الإنترنت تُبِيح للمجرمين ارتكاب العديد من الجرائم ضد الأشخاص والبرامج المنتشرة في عدة دول، إلا أن قانون المكان يطال من يرتكب هذه الأعمال لدى وجوده على أرض الدولة.

لنشر الى أن كلاً من القانون اللبناني (م. 15) والفرنسي (م. 113) يطبقان على كل الجرائم التي ترتكب على إقليم الدولة؛ يقضي المبدأ أن يسهر المشرع لتطبيق القانون الوطني على عدد من الجرائم ذات الطابع الدولي من خلال توسيع الإختصاص لإطالة عدد من الجرائم التي ترتكب في الخارج فتعدّ وكأنها ارتكبت ضمن الدولة.

يفرض مبدأ الإقليمية على القاضي تحديد العناصر الذاتية للفعل المسبب، أي مجرّد ان يكون العمل المسبّب للجريمة أو أحد عناصرها تمّ على الارض يصبح القضاء الوطني مختصاً. مما يعني أنه في مسألة نشر المحتويات غير المباحة على الانترنت، فإمكانية الدخول على الانترنت على ارض فرنسا تكفي لتشكيل الجريمة ولإعطاء الاختصاص للسلطات الوطنية

حتى ولو كان المسؤولون عن هذه الأعمال مقيمين خارج الأراضي الفرنسية. على الصعيد النظري، وبالنسبة الى وسائل البحث العلمي، وطرق اثبات الجريمة ومعرفة الوسائل والآليات التي تستخدم في الجرائم⁷، والتي يفترض ان تكون كافية ومقنعة لتكوين قناعة القاضي من المؤكد اختلافها في الجرائم الاقتصادية عن تلك التقليدية، حيث تتحكم مؤثرات التكنولوجيا والتقنية الحديثة إلى حدّ بعيد في شخصية المجرم الاقتصادي، لا بدّ وحيال هذه الجرائم من تفعيل الوسائل الفنية البالغة الدقة والمصادقية في اقتفاء آثار الجريمة والتي أمّد العلم الحديث العلم القانوني بها لا سيما علم الإلكترونيات والكيمياء والتصوير⁸...

إن تعاضم هذه الجرائم والتفنن في ارتكابها يزيد خوف الناس منها ويثير التشكك في قدرة أجهزة تنفيذ القوانين من خلال عدم مواكبة القاضي للتطورات العصرية لا سيما التقنية. في الواقع، يواجه الفكر القضائي اليوم، الجريمة الالكترونية، السرقة الالكترونية بدل السرقة عبر السطو على البنوك، الاحتيال الالكتروني بدل الاحتيال المدعّم بأدلة ورقية، الاثبات الالكتروني او الاثبات الرقمي المبتو





عبر الفضائيات بدل الاثبات الخطي والمختوم، الاثبات والتوقيع الالكتروني بدل التوقيع اليدوي المختوم بالطوابع الأميرية، الجريمة العابرة للحدود بدل الجريمة المحلية ... وغيرها من الأساليب التي لم يعتد بعد عليها، مما يثير مسألة مدى مواجهة القاضي الذي يتصف عمله بالمحافظة والحذر لتكوين الاقتناع الكافي، لمعانة التحدي والمنافسة المزمنة: بين التقليد والحادثة.

عنصر الصفة المتعددة الجنسية

تطرح المشكلة الاجرائية عند تحديد الشخص (الطبيعي او المعنوي) التي ستسند اليه الجريمة بركنيتها المادي والمعنوي والتي ارتكبتها شركة متعددة الجنسية، ما إذا كانت هذه الجريمة

ارتكبت بإسم ولمصلحة الشركة المتعددة الجنسية بأكملها وبكافة فروعها في العالم كله. فالانتقال من فرع الى آخر على الصعيد الاقتصادي، ربما هو انتقال من نظام قانوني عقابي الى نظام آخر يختلفان احياناً موضوعياً وإجرائياً، وكأنها تستدعي البحث عن سبلٍ للتجريم غير تلك المتبعة في قانون العقوبات العادي. في الواقع، يزيد العنصر العابر "للدول" Transnational الصعوبات الملازمة لمكافحة كافة أشكال الإجرام الإقتصادي والمالي لهذه الشركات، وتحديد العقوبات الواجب تخطيها من قبل القضاة ومن أهم الصعوبات التي تطرح على هذا الصعيد ما يلي:

- صعوبات التحقيق اللازم والكافي لتثبيت الجريمة.

- التفتيش عن معيار ترابط الجرائم بالاختصاص الوطني، فمعيار الاقليمية الى حد بعيد غير فعّال.

- غياب التجريم المزدوج، هذا الغياب الذي يشكل عقبة أمام التعاون القانوني الدولي على الصعيد العقابي.

- تحديد هوية الأشخاص الذين ستسند اليهم مسؤولية الإجرام في الشركات المتعددة الجنسية⁹.

تطبق أحكام تنازع القوانين الأجنبية في ما إذا حصلت ملاحقة جزائية في البلد الأجنبي الذي ارتكب فيه الجرم، وتطبق بالتالي القوة الملازمة للأحكام القضائية الأجنبية على ما تنص عليه المادة 24 وما يليها من قانون العقوبات اللبناني، بما معناه انه لا يطبق القانون اللبناني على الجرح التي يعاقب عليها بعقوبة مقدارها ثلاث سنوات حبس إذا لم يكن قانون البلد الذي ارتكب فيه الجرم يعاقب عليه.

وقد يصدف حصول تنازع سلبي أو إيجابي عند إقتراف الأفعال المادية المكوّنة للجرح على أراضي عدة، نشير الى أن حصول التنازع الإيجابي أفضل بكثير من ذلك السلبي.

لكن يوجد اتجاه على الصعيد الدولي، تحبّذه الأمم المتحدة نحو أعمال الصلاحية الوطنية للشركة لغاية ما

تتمركز في البلد المضيف عندها تطبق فقط قوانين هذا البلد¹⁰. لكن ليس من شأن هذا الاتجاه أن يعطل المبادئ القانونية السائدة في بلد معين إلا بعد التصديق على معاهدة دولية في هذا الشأن، فيصبح لهذه المعاهدة قوة القانون وبالتالي تلغى الأحكام القانونية التي لا تتفق مع مضمونها.

في ما يختص بالجريمة المنظمة و الفساد، تلزم كل من اتفاقية باليرمو (م. 15)، اتفاقية ميريدا (م. 42)، اتفاقية القانون الجنائي لمجلس أوروبا (م. 17) واتفاقية OCDE لمكافحة الفساد (م. 4) الدول الأطراف باتخاذ تدابير تشريعية وأخرى إدارية لإنشاء ولايتها القضائية عندما يرتكب الجرح في إقليم تلك الدولة الطرف أو على متن سفينة ترفع علمها أو طائرة مسجلة بمقتضى قوانين تلك الدولة وقت ارتكاب الجرح، أو عندما يرتكب الجرح من/أو ضد أحد مواطنيها أو شخص عديم الجنسية يوجد مكان إقامته المعتاد في إقليمها أو ضد الدولة الطرف بدورها، عرفت الصلاحية خارج الحدود الـ (extraterritoriale) للمحاكم الجزائرية الفرنسية توسيعاً ملموساً خلال السنوات الأخيرة من خلال نصوص عدّة



تسمح بمعاقبة تصرفات غير متسامح بها حتى ولو ارتكبت في الخارج.

الدولة، يتساءل البعض ما اذا كان قد حان الوقت لكي يعيد القضاء النظر في

المنهجية المعتمدة؟ وما اذا كان سينعكس الخارج على الداخل بعدما كان الانعكاس هو للداخل على الخارج؟ هل سيتوانى قضاء اليوم عما انجزه قضاء الأمس¹¹؟ هل نحن بحاجة الى "قاضي بلا حدود

خال من الجغرافيا: قاضي الالكتروني"¹²؟ هل صحيح ما تتساءله Delmas-

Marty : Le juge national devenant une sorte de juge mondial?¹³

ختاماً، ربما يحتاج القضاة في كل بلدان العالم الى استيعاب القواعد المشتركة الموضوعية والشكلية الحديثة لهذه الظاهرة الاجرامية الحديثة. إنما هل سيكون هناك تعاون بينهم، تكامل أم تنافس؟

خاتمة

إنّ ملاحقة الجرائم الحديثة العالمية ما زالت بعيدة عن التطبيق الفعلي، بالتحديد قواعد قانون العقوبات الدولي الكلاسيكي، التي تنتج من مبدأ السيادة الوطنية ومبدأ الإقليمية وفي هذه الفرضية يقود مبدأ السيادة الوطنية على الصعيد الجزائي كل دولة لعدم الأخذ في عين الاعتبار للسلطة أو الأحكام العقابية الصادرة عن الدول الأخرى. لذلك، إن القوانين الجزائية في مختلف الدول مدعوة للتطبيق على الجريمة الاقتصادية، كما أنّ مبدأ إقليمية الأحكام الجزائية يشهد تخفيفاً وإبعاداً شيئاً فشيئاً من خلال الإتفاقيات الدولية، مما يطرح مسألة مدى تليين مبدأ السيادة العقابية.



- 1 ما نشره هنا هو مختصر من بحث معمق وكثف لا يتسع المجال لنشره هنا.
- 2 استاذة القانون الجزائري في الجامعة اللبنانية - ومحاضرة في كلية القيادة والأركان في الجيش اللبناني.
- 3 1 - ثيل كلينث ظلّ يء لم لإ جرم - التحليل الوصفي لظاهرة الجريمة - التحليل التفسيري لعوامل الإجرام - نظرية الجزاء الجنائي - الطبعة الأولى - 2005 - منشورات الحلبي الحقوقية - بيروت - ص : 417

4 Delmas-Marty (Mireille): Le droit pénal comme éthique de la

- mondialisation – Revue de science criminelle et de droit pénal comparé (Rev.sc.crim) – 2004 – P: 1
- 5 Cassani (Ursula): Limites de la justice nationale et criminalité transnationale – in: Groupe Suisse de criminologie: Criminalité économique – 28e congrès – 10/12 mars 1999 – Louvain–LA–Neuve – Belgique – P: 260
- 6 El-Chaer (Nidal): La criminalité informatique devant la justice pénale – 2004 – Editions Juridiques Sader –Liban – P: 292
- 7 Gassin (Raymond): Criminologie – 1988 – Dalloz – P: 25 – No.24
- 8 Levasseur (Georges): Les méthodes scientifiques de recherche de la vérité – 1972 – Revue internationale de droit pénal (R.I.D.P) – P: 319
- Bouzat (Pierre): Les méthodes modernes d'investigations et la protection des droits de la défense – 1958 – Rev.sc.crim– P: 2
- 9 Massé (Michel): La délinquance informatique: Aspects de droit pénal international – in: Le droit criminel face aux technologies de la communication – Actes de 8e Congrès de l'Association Française de droit pénal – 28/30 nov. 1985 – Grenoble – France – P: 291
- 10 Delmas–Marty(Mireille), Tiedmann (Klaus): La criminalité, le droit pénal et les multinationales – Juris–classeur périodique (Semaine juridique) (J.C.P) – 1979 – I – P: 2935
- Nations Unies: Document E/5838 Juin1976–E/AC/64/3 – www.un.org/.french
- 11 سامي منصور: القضاء اللبناني وظاهرة الحدود – تساؤلات طرحها في ختام مقاله – العدل – 2004 – عدد 2 – ص: 163
- 12 سؤال طرحه الرئيس سامي منصور في ختام مقاله " الاثبات الالكتروني في القانون اللبناني: معاناة قاضي " – مجلة العدل – 2001 – ص: 167
- 13 Delmas–Marty (Mireill): La corruption nous concerne à tous – Les cahiers de l'Institut d'études sur la justice : La corruption nous concerne tous – N. 2 – Actes du colloque du 4 décembre 2001 – 2002– Bruylant – Bruxelles – P: 80



العدالة ... كما عرفناها

خالد الدروع

مدرس اكايمي- كلية القانون - جامعة جدارا - الأردن



لعلّ من أجمل العبارات التي تُسمع أو تُقال في هذا الموضوع هي عبارة رئيس وزراء لدولة عريقة مثل دولة بريطانيا، حيثُ قال "حين علمتُ بأنّ قضاء الدولة البريطانية بخير، أدركتُ أنّ بريطانيا باتت بألف خير"، وما كانت هذه الكلمات لتخرج من فم هذا الرجل إلّا وقد خبر ما تعنيه السُلطة القضائية والقضاء بشكل عام للدولة وأفرادها، وإن أردنا أن نحضّر هذه الأمور في أمرٍ فهو القاضي، فالقاضي ليس بالمنصب السهل، وليس بالمنصب المُريح، فهو يحمل الأعباء والهجوم ما لا تُطيق الجبال على حمله، فهو يبئث في أمر النَّاس، ويحكّم بينهم، ويسعى جاهداً للوصول إلى العدل، والرّحمة، والمساواة في الحقوق، الإنصاف، عقاب المُذنبين، والأهم من هذا كُلّه استغلال روح القانون والعدالة في إعطاء دُروساً للمُذنبين والمُحاولة في إصلاح حالهم.

وبعد: يحيا العدل، بهذا الهتاف - لا بغيره - تحيا الأوطان والمجتمعات. هكذا علمنا التاريخ، وقرأنا في كتب القانون. واسباس ذلك كله ان الشعور بالظلم يولد بذور النعمة التي تنمو بشكل متزايد، وكلما زادت رقعة هذا الإحساس في النفوس، كلما كان ذلك سبباً في الثورات الاجتماعية؛ التي تنزل استقرار المجتمعات البشرية، وتؤدي إلى جملة من النزاعات والاختلافات الهائلة؛ التي تعمل على إعاقة التقدم وتعطيل مسيرة الإصلاح، وتؤدي إلى قلب الحياة إلى جحيم لا يطاق.

وأساس ذلك كله: العدالة «ليست نصوصاً في قوانين، أو أحكاماً على المنصة. العدالة إحساسٌ إذا غاب أصبحت الدولة



مشاعر الراحة النفسية الجميلة، وتفتح بوابات الأمل، وتشجع نوافذ الطموح والتفاؤل، التي تدفع المجتمعات نحو الرقي والتحضر، وتحقيق الإنجازات العظيمة. اقرأوا التاريخ: أخطر المواجهات، حين تضع ظهر أحدهم إلى الحائط. أو حين يعتقد أن لا عدالة على الأرض فيلوذ بعدالة السماء. وأساس ذلك كله، سيادة الظلم، وعدم القدرة على التمثيل الجمعي لقيم العدالة، بحيث يؤدي إلى تفجر مشاعر القلق النفسي، وزعزعة الاستقرار المجتمعي، مما يقلل الدافعية نحو العمل، ويسد منافذ الإبداع، ويعطل مسيرة العقل عن مواصلة الإنجاز وتراكم الخبرات، ويؤدي إلى تزايد منسوب التفكيك الاجتماعي، ويشعل بذور الفرقة والنزاع، ويدفع نحو الهجرات الاجتماعية الباحثة

وبعد: قرأنا في أدبيات القضاء، أن العدالة ليست نصوصاً في قوانين، أو أحكاماً على المنصة، بل العدالة إحساسٌ يشيع بين الناس، اطمئناناً لقاضيهم الذي يختصمون لديه، ويطمئنون إلى ما يقضي به. إحساسٌ بالمساواة والإنصاف وعدم التمييز. وأساس ذلك كله نزاهة جهات التحقيق وإنفاذ القانون.

وما تعلمناه في كتب القانون: أن المجتمعات تستقر حين يثق الناس في مؤسسة العدالة. ولهذا مثلاً من أهم عوامل تقدم الأمم والشعوب امتلاك القدرة على إرساء قيم العدالة في المجتمع، بحيث يشعر جميع الأفراد بهذه القيمة، وأن تشعر جميع المكونات بحفظ حقوقها؛ عن طريق منظومة القوانين والأنظمة الكفيلة بتكريس العدالة الشاملة، التي تشيع



نظام، ثم مجتمع يدرك حكمة ما قاله مارتن لوثر كنج: (أن نعيش معاً كإخوة، أفضل من أن نموت معاً كالأغبياء). بل لعلهم لا يحتاجون، ونحن معهم إلى أكثر من أن يدرك الناس أن العدل دائماً كما عرفوه؛ مستحقاً لأن يحمل اسماً من أسماء الله الحسنى. وأن العدالة كما عرفوها «عمياء» لا تميز بين متخاصمين أو بين متهمين. يحتاجون إلى منظومة تشريعية عادلة ومعاصرة، تبرأ من الأحقاد والثارات. وتحترم النصوص السامية، فلا تميز بين هذا وذاك «بسبب الدين أو المستوى الاجتماعي.. أو الانتماء السياسي»، ولا تقصي أحداً بسبب معتقداته أيّاً كانت؛ دينية أو سياسية أو مذهبية.

يحتاج القضاة، ونحن معهم عدلاً حقيقياً لا يسمح بأن يخال الناس إلى غير قاضيه الطبيعي. كما لا يسمح بأن يتسع اختصاص المحاكم العسكرية (دستورياً أو قانونياً، أو بالمخالفة لكليهما) فيجور على ما استقرت إليه الأعراف الدستورية والدولية من ضمان مطلق لأن يحاكم المواطنون أمام قاضيه الطبيعي، بكل ما يعنيه وما يعرفه القضاة أكثر من غيرهم من تعريف لهذا القاضي الطبيعي.

والحاصل أننا قرأنا ألف مرة في أدبيات

عن الملاذات الآمنة. العدالة كما عرفناها «عمياء» لا تميز بين متخاصمين أو بين متهمين. تحكم لليهودي بالأحقية في الدرع ولو نازعه الحاكم / أمير المؤمنين. وأساس ذلك كله، ان استقرار المجتمعات قائم على تعميق معاني الولاء والانتماء للدولة، وليس هناك سبيل لتنمية قيم الولاء والانتماء في نفوس المواطنين والأجيال؛ إلا من خلال تعميق الإحساس بالعدالة، عبر الممارسات والمشاهدات، والتطبيقات العملية في ميدان الفعل؛ في كل مجالات الحياة، وعلى جميع المستويات والأصعدة التشريعية والتنفيذية والقضائية، بحيث تصبح العدالة روحاً تسري في كل تفاصيل التعامل الاجتماعي، وفي كل دقائق الممارسة الحياتية بلا استثناء.

وبعد: لا يحتاج القضاة إلى عربات مصفحة. بل يحتاجون، ونحن معهم إلى مجتمع «يشعر «بالعدل والإنصاف والمساواة. يحتاجون، ونحن معهم إلى مجتمع يدرك أن الحكمة في كسر دائرة الثأر والدماء. بل يحتاجون، ونحن معهم إلى مجتمع لا يقات فيه هذا وذاك على خطاب الكراهية وصناعة العدو. مجتمع يدرك أصحاب قراره حكمة أن لا تضع ظهور الناس إلى الحائط. يحتاجون إلى

القضاء، وسلوك الأجراء «الحافظين للعدل» أنه لا يوجد أعلى وأرفع من منصة القاضي. وأن تحصين القاضي ما هو إلا ضمان للمتقاضى. وأن حصانة القاضي في عدله. أكرر: حصانة القاضي في عدله.

وبعد .. تعلمنا أن لا مجتمع آمن بلا قضاء عادل.. ولا قضاء عادل إلا إذا كان مستقلاً يقوم عليه قضاة مستقلون يلونون بعدلهم، فيحميهم عدلهم. قضاء يحكم لفاطمة البريئة فيهتف الناس يحيا العدل. لا تحتاج العدالة إلى عربات مصفحة، فالقضاة بميزانهم قادرون على حماية العدالة. والعدالة قادرة على حماية الوطن.



وليس هناك فرصة حقيقية أمام الجميع بالسير في طريق التنمية والتقدم، وتحقيق الرفاه، وسلوك معارج الرقي والتحضر، إلا من خلال العمل المجتمعي على إرساء قيم العدالة الشاملة في كل مستويات المسؤولية، بحيث يشعر المواطنون بالطمأنينة أنهم أمام دولة القانون والمؤسسات، التي تحفظ حقوقهم بشفافية ووضوح، عبر منظومة تشريعية صارمة؛ تكفل لكل مواطن قدرته على التقاضي، عند مخالفة قاعدة من قواعد النزاهة، أو عند القفز فوق القانون والنظام.

وحتى يتمكن القضاء من القيام بمسئوليتهم وأداء الأمانة الملقاة على عاتقهم فلا بد أن يتحقق للقضاء الاستقلال والحيدة والموضوعية، بحيث لا يخضع القضاء في ممارستهم لعملهم لسلطان أي جهة أو سلطة أخرى.

خلاصة المشهد:

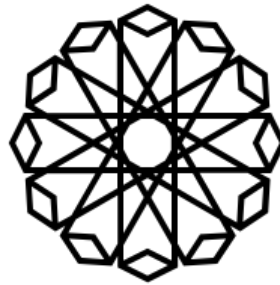
أستطيع أن أزعم أن من أهم أسباب تمزق المجتمعات، وزيادة منسوب العنف والجريمة فيها، إنما يعود إلى تغييب العدالة، والخضوع لمنطق التمييز الظالم، الذي يعطل القوانين والأنظمة، ويعمق الإحساس بالظلم والاضطهاد، ويهيء لاجاد بيئة تسمح باستنابات بذور العنف والتطرف .

وبالتالي إن النظام القضائي الفاعل هو النظام الذي يتمشى مع مجريات العصر من تطور وتفاعل، فهو النظام الذي لا تأخذه في الحق لومة لائم، فلا تهاون ولا مغالاه... وهو النظام الذي تجري به الفعاليات القضائية بالسرعة المطلوبة فلا تباطؤ ولا تمادي... فهو لا يترك مجالاً من الزمن غير اللازم فيأتي على حقوق البلاد والعباد فيهلك الحرث والنسل لأن تداعي أي نظام قضائي هو من مسببات تهاوي الدول وحدث الثورات وإضاعة

الحقوق وتراكم الضغائن والأحقاد وخلق الفتن ما ظهر منها وما بطن!! فأين تكون الضمائر لمن سمح إلى ذلك سبيلا!... فقد قالها مهاتما غاندي (Mahatma Gandhi) بجلي العبارة: يوجد هنالك محكمة أعلى من جميع محاكم العدل (Courts of Justice)، وهي محكمة الضمير... فهي تفوقت على جميع المحاكم؛ (There is a higher court than the courts of justice and that is the court of conscience; it supersedes all other courts). في بلد لم ترسخ فيها قدم الديمقراطية بعد، نكون في أشد الحاجة إلى رقابة القضاء،

فيه تصان الحقوق والحريات، وبدونه تهدر وتهتك. فإلى ساحة القضاء يهرع الناس، يلتمسون فيه العدل والإنصاف، فالقضاة هم ضمير الأمة ورمز إرادتها وأملها في إعلاء كلمة الحق والعدل التي أودعها الله أمانة بين أيديهم، فأحكام القضاء مصابيح يأتي بها الهداة.

وحتى يتمكن القضاة من القيام بمسئوليتهم وأداء الأمانة الملقاة على عاتقهم فلا بد أن يتحقق للقضاء الاستقلال والحيادة والموضوعية، بحيث لا يخضع القضاء في ممارستهم لعملهم لسلطان أي جهة أو سلطة أخرى.



آليات العدالة الدولية

مرام أبو درهمين

طالبة دكتوراه، قانون عام

تجري على أساسها المحاكمات، فاختلقت مناهج وأصول المحاكمات ونوعية العقاب تبعاً لنوعية الجرم والحديثيات المتعلقة به. ولكن ماذا لو كان هناك أسباب عديدة تؤدي الى حرمان ضحايا الجرائم من العدالة كإعدام الإرادة السياسية للتحقيق في الجرائم ومقاضاة المسؤولين عن ارتكابها وتهميش الضحايا وعدم اتخاذ خطوات جديّة بهدف محاسبة الجناة ومنعهم من ارتكاب الإنتهاكات مجدداً .

وإنطلاقاً من مبدأ بانه لا يمكن لأي شخص مهما بلغت مكانته تبرير ارتكابه لجرائم خطيرة بسبب وظيفته العامة أو التخفي وراء صفته الرسمية نشأت فكرة العدالة الدولية التي تُعتبر قفزة نوعية في مجال القانون الدولي الذي يُكمل بدوره النطاق القانوني والحقوقى للقوانين المحلية¹ ، فما هي أبرز آليات تحقيق هذه العدالة الدولية ؟

ان المجتمع الدولي اليوم يحذر من المخاطر التي تُحيط بالأمن والسلم الدوليين بعد ان أصبح محصوراً بين سيادة الدول وتدابير العولمة وما بين غياب سلطة عالمية فعالة لها القدرة على تحقيق الشرعية الدولية ،

تُعتبر العدالة الدولية ركناً ضرورياً من أركان إحترام حقوق الإنسان إذ أنها تقوم على تعزيز سيادة القانون وبناء مجتمع أكثر عدلاً وذلك من خلال تطبيقها مبدأ محاربة الإفلات من العقاب لمرتكبي الجرائم الجسيمة ضد الإنسانية وجرائم الحرب والإبادة الجماعية والإختفاء القسري فهي تهدف الى إنصاف ضحايا هذه الجرائم.

العدالة منهج أخلاقي ذات مفهوم واسع وعميق وشامل يركز على مجموعة من القواعد القيمية والأخلاقية والمناقبية التي ناضلت البشرية قروناً لتحديد معالمها وحيثياتها ومضامينها بهدف الحد من الجريمة وتداعياتها عن طريق معاقبة مرتكبيها في المجتمعات وإتباع كافة الطرق الممكنة لمنع إفلاتهم من العقاب وما يرافق ذلك من تحقيق للسلم الإلهي على المستوى المحلي والأقليمي ومن ثم الدولي.

تأسيساً على ذلك تناولت التشريعات الحديثة تحليلاً موضوعياً للجريمة فتطرقت لأدق التفاصيل المتعلقة بكل جوانبها وتصنيفاتها وأنواعها من خلال دراسة أسبابها، أهدافها، دوافعها، ومن ثم تحديد المواد القانونية التي





فهناك علاقة جدلية بين قواعد العدل والمساواة وبين تحقيق الأمن والسلم الدوليين فكلمًا عزز المجتمع الدولي أمنه وإستقراره وسلمه خصوصاً في المجال الجنائي، فإنه سينعم بقواعد العدل والمساواة والتي تقتضي بدورها ان يوقع نفس العقاب على كل من يرتكب جرائم دولية مماثلة بغض النظر عن هويته. فان ضرورات المحافظة على السلم والأمن الدوليين تفرض على المجتمع الدولي سن التشريعات الدولية الموحدة لتحديد الجرائم الدولية وتحديد العقوبات المقررة لكل جريمة وفقاً لمبدأ شرعية الجرائم والعقوبات وتشكيل محاكم جنائية دولية لها الآليات الكافية لتطبيق الأحكام الجنائية الدولية وبمعنى أدق تحقيق عولمة القانون الجنائي الدولي .

أولاً : المحكمة الجنائية الدولية :

1- إنشائها وعضويتها

تأسست المحكمة الجنائية الدولية سنة

2002 كأول محكمة قادرة على محاكمة

الأفراد المتهمين بجرائم الإبادة الجماعية

والجرائم ضد الإنسانية وجرائم الحرب وجرائم

الإعتداء ويقع المقر الرئيسي للمحكمة في

هولندا لكنها قادرة على تنفيذ إجراءاتها في

أي مكان 2 فهي تعمل على إتمام الأجهزة

القضائية الموجودة، فلا تستطيع ان تقوم

بمهامها ودورها القضائي إذا لم تبد المحاكم الوطنية رغبتها أو كانت غير قادرة على التحقيق او الإدعاء ضد تلك القضايا , فالمسؤولية الأولية تتجه الى الدول نفسها فعلى سبيل المثال يمكن ان تبدي الحكومة اللبنانية عدم قدرتها على أستكمال التحقيق في إنفجار المرفأ التي هزّ مؤخرأ العاصمة بيروت وأحدث أضراراً جسيمة وخلف وراءه آلاف من الجرحى والقتلى فتتولى عندها المحكمة الجنائية الدولية التحقيق في الموضوع للوصول الى المسؤولين وإنزال أشد العقوبات بهم ومنع إرتكابهم لجرائم مماثلة وضد الإنسانية .

وبلغ عدد الدول الموقعة على قانون إنشاء

المحكمة الجنائية الدولية مئة وثلاثة

وعشرون دولة حتى تاريخ 6 كانون الثاني

2015 التي تُعتبر أول هيئة قضائية

دولية تحظى بولاية عالمية وتسعى الى

وضع حد للثقافة العالمية المتمثلة في

الإفلات من العقاب.

2- إختصاصاتها

وللمحكمة أختصاصات متعددة أهمها :

- الإختصاص الموضوعي : يتمثل

بالجرائم التي تدخل ضمن إختصاص

المحكمة ومن أهمها، الإبادة الجماعية،

الجرائم ضد الإنسانية، جرائم الحرب،

جرائم العدوان والإعتداء .. فتحقق فقط وتحاكم في حالة فشل المحاكم الوطنية في القيام بذلك .

ومنذ العام 2018 أصبحت المحكمة تستطيع إجراء عمليات تحقيق ومقاضاة للأشخاص اللذين يُشتبه بإرتكابهم جرائم العدوان وذلك في الحالات التي تكون فيها السلطات الوطنية غير قادرة على التصرف حقاً أو غير راغبة في ذلك.

بالإضافة الى المحكمة الجنائية الدولية هناك آليات أخرى للعدالة الدولية سنعرضها في الفقرة اللاحقة .

ثانياً : آليات العدالة الدولية الأخرى

1- المحاكم المختلطة و الخاصة

بالنسبة للمحاكم المختلطة : تأسست هذه المحاكم للتحقيق في الجرائم الواسعة النطاق والمقاضاة عليها بموجب القانون الدولي وذلك في الدول التي تعرضت لنزاعات مسلحة أو أزمات ، وتتأسس هذه المحاكم حين تفتقر أنظمة العدالة المحلية للدولة الى البنية التحتية الضرورية أو الموارد البشرية أو استقلال معايير المحاكمة العادلة أو الإطار القانوني أو مواجهة التعقيدات والحساسيات السياسية للملاحقات القضائية ، وأسست المحاكم المختلطة في عدد من الدول واقترحت في دول أخرى

جرائم العدوان والإعتداء ..

- الإختصاص الإقليمي : حاولت الكثير من الدول جعل المحكمة ذات سلطة عالمية لكن هذا الإقتراح فشل بسبب معارضة الولايات المتحدة وتم التوصل الى تفاهم يقضي بممارسة المحكمة لسلطتها في ظروف محددة وهي :

1- إحالة القضية للمحكمة من قبل مجلس الأمن.

2- إذا قبلت دولة المتهم بمحاكمته أمام المحكمة أو إذا كان المتهم مواطناً لأحدى الدول الأعضاء .

3- إذا سمحت الدولة التي وقع الجرم على أراضيها للمحكمة بالنظر في القضية أو اذا وقع الجرم المزعوم على أراضي دولة من الدول الأعضاء أو الموقعة على قانون إنشاء المحكمة.

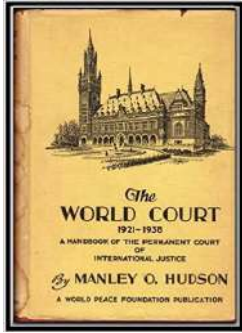


- الإختصاص المكاني : تستطيع المحكمة النظر في الجرائم المرتكبة في أو بعد تاريخ 1 تموز 2002 أي ليس لقانون إنشائها مفعولاً رجعيّاً وبالنسبة للدول التي انضمت لاحقاً، تقوم المحكمة بممارسة مهامها بعد 60 يوم من تاريخ مصادقتها على الإتفاقية .

- الإختصاص التكميلي : ان الغرض من المحكمة ان تكون الملجأ الأخير ،

والقضاء عليها إذا أمكن .

فالولاية القضائية تقوم على مبدأ الإجازة للمحكمة الوطنية المحلية بمقاضاة الأشخاص الذين يقومون بإرتكاب الجرائم المنصوص عنها في القانون الدولي مثل جرائم ضد الإنسانية أو جرائم الحرب أو الإبادة الجماعية أو التعذيب وإنما تحدث هذه الجرائم إستناداً الى المبدأ القائل أنها تُلحق ضرراً بالمجتمع الدولي أو النظام الدولي نفسه إذ يحق لكل دولة ان تتحرك بمفردها لحمايته .



هناك موثيق دولية تنص على ألتزام الدول الأطراف بالبحث عن المشتبه في أقترافهم مخالفات جسيمة (إنتهاكات خطيرة للقانون الدولي الإنساني) أيّا كانت جنسياتهم ومقاضاتهم وتسليمهم من أكثرها شيوعاً وأبرزها إتفاقية جنيف للعام 1949 وهناك أيضاً إتفاقية لاهاي للعام 1954 لحماية الممتلكات الثقافية في حال النزاع المسلح ، إتفاقية عام 1984 لمناهضة التعذيب وغيرها من ضروب المعاملة القاسية أو المهينة

بالإضافة الى آليات العدالة الدولية التي نكرناها أعلاه يجب ان نشير الى ان لجان حقوق الإنسان4 قامت بمبادرات مهمة في نطاق العدالة الدولية فعلى سبيل المثال قامت إحدى هذه اللجان عام 2016 بجمع

من بينها البوسنة وكمبوديا.

أما بالنسبة للمحاكم الخاصة : حققت الأمم المتحدة خطوات مهمة في وضع إطار عالمي للمساءلة عن الجرائم الدولية الخطيرة، ومهدت المحكمتان الجنائيتان الدوليتان الخاصتان الأولى المحكمة الجنائية الدولية الخاصة برواندا ومقرها في اروشا بتنزانيا والثانية المحكمة الجنائية الدولية الخاصة بيوغوسلافيا السابقة ومقرها في لاهاي بهولندا اللتان أنشأهما مجلس الأمن الطريق لإنشاء المحكمة الجنائية الدولية.

وقامت الهيئات القضائية التابعة للأمم المتحدة مثل الدوائر الإستثنائية في محاكم كمبوديا والمحكمة الخاصة بلبنان (1) ومحاكمة سيراليون الخاصة (2) وآلية الأمم المتحدة للمحاكم الجنائية بالنهوض بصورة جماعية بقضايا المساءلة في مجموعة متنوعة وواسعة من المجالات .

ب : الولاية القضائية خارج أقليم الدول تعتبر الولاية القضائية العالمية الأداة الرئيسية لضمان منع الإنتهاكات الخطيرة للقانون الدولي الإنساني(1) والتحقق فيها وكبحها فهذا المبدأ يُعتبر واحد من الأدوات الرئيسية التي تضمن منع الإنتهاكات الخطيرة للقانون الدولي الإنساني والتحقق فيها حال وقوعها

الأدلة عن الانتهاكات التي وقعت في بمرتكبي الجرام الأكثر جسامة كما انها الحرب الأهلية السورية من اجل مساندة الإجراءات والتحقيقات التي تقوم بها المحاكم الوطنية او الأقليمية أو الدولية وفقاً للقانون الدولي .

تساهم في تجنب حدوث جرائم مشابهة لها بهدف الوصول الى مجتمع أكثر عدالة وتعزيز سيادة القانون فيه. ولكن ما هي فعالية هذه الآليات والى أي مدى ساهمت وأخيراً ينبغي الإشارة الى ان العدالة الدولية تعتبر حركة عالمية لحقوق الإنسان فهي تحاول محاربة الإفلات من العقاب عن طريق أنزال أشد العقوبات ممارسة عملها على أكمل وجه ؟

- 1 - يكمل القانون الدولي النطاق القانوني للقوانين المحلية إما بسبب عدم إختصاص القوانين المحلية، أو بسبب النقص في تشريعاتها، أو بسبب عدم قدرتها على المحاسبة نتيجة عدم إختصاصها مثلاً أنظر في ذلك مقالة منشورة للأستاذ زهير فياض بعنوان : منطق العدالة الدولية وصراع المصالح . البناء (يومية سياسية قومية إجتماعية)، تاريخ 22/8/2020
- 2 - يخلط البعض ما بين المكمة الجنائية الدولية ومحكمة العدل الدولية ، ولكن هما نظامان قضائيان منفصلان فالأخيرة ذراع تابع للأمم المتحدة يهدف لحل النزاعات بيت الدولة بينما الأولى تعنى بالجرائم المرتكبة ضد الإنسانية وجرائم الحرب.
- 3 - المحكمة الخاصة بلبنان هي أول محكمة ذات طابع دولي تنصف المتضررين في جرائم إرهابية ، يقع مقرها الرئيسي في إحدى ضواحي لاهاي بهولندا ، ولها أيضاً مكتب في بيروت لبنان ، أفتتحت في 1 آذار 2009 وذلك بعد سلسلة إغتيالات وتفجيرات وقعت في لبنان طلبت بعدها الحكومة اللبنانية إنشاء محكمة ذات طابع دولي لمحاكمة جميع المسؤولين عن إعتداء 14 شباط 2005 وتوسيع نطاق ولاية اللجنة لتشمل التحقيق في إغتيال وتفجيرات وقعت منذ 1 تشرين الأول / 2004.
- 4 - القانون الدولي الإنساني : القانون الدولي الإنساني هو مجموعة من القواعد التي ترمي الى الحد من آثار النزاعات المسلحة لدوافع إنسانية ويحمي هذا القانون الأشخاص الذين لا يشاركون في الأعمال القتالية أو كفوا عن المشاركة فيها ن كما يفرض هذا القانون قيوداً على الوسائل والأساليب المستعملة في الحرب ، ويطلق على القانون الدولي الإنساني " قانون الحرب " أو " قانون النزاعات المسلحة " .

